

# La Chine au XXI<sup>e</sup> siècle

P. Rousset, A. Loong Yu, M. Li, V. de la Sega, A.  
Cruz, M. Krätke



Formation Léon Lesoil asbl.  
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997  
[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be) – [info@lcr-lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)

# La révolution chinoise: matière à réflexion

Par Pierre Rousset

Le soixantième anniversaire de la révolution chinoise de 1949 est l'occasion de revenir, à travers l'évolution de la Chine, sur certaines questions comme le rôle de la paysannerie dans la transformation de la société, l'adaptation du marxisme aux cultures orientales et plus généralement, le maoïsme.

Conflit inter-impérialiste par excellence, la Première Guerre mondiale avait pour objectif de redistribuer les cartes géopolitiques entre puissances occidentales. Parmi ces dernières, la Russie déclinante apparaissait condamnée à devenir ce que l'on appellera plus tard un «pays dépendant»; dépendant de ses voisins ouest-européens. La révolution d'Octobre 1917 a brusquement modifié les règles de ce jeu ô combien meurtrier.

Les comptes restant mal soldés aux yeux des impérialismes, la Seconde Guerre devait redéfinir la hiérarchie des puissances et leurs zones d'influence. Avec l'entrée en lice des États-Unis et du Japon, elle méritait plus que jamais le titre de «mondiale». Ce fut au tour des révolutions chinoises et yougoslaves de créer l'imprévu.

Nous sommes aujourd'hui en 2009 – soit le soixantième anniversaire de l'Octobre chinois, acte fondateur de la République populaire de Chine (RPC) – mais aussi le quarantième anniversaire du tournant de la «Grande Révolution culturelle prolétarienne» (GRCP), ou Révolution culturelle pour faire court. Une crise qui a secoué dans ses tréfonds le régime maoïste.

Les anniversaires sont une occasion de se demander en quoi le passé est d'actualité. Essayons de l'évoquer en répondant à deux questions: que nous a appris la révolution chinoise? Qu'a signifié la Révolution culturelle? Toute les grandes luttes – et a fortiori toutes les révolutions victorieuses – offrent ample matière à réflexion. Bien entendu, pour apprendre de ces expériences, il faut être à l'affût du neuf. Si l'on se contente de chercher la confirmation de ce que l'on sait déjà, la réflexion tourne rapidement court.

## La révolution chinoise revisitée

L'objectif de cet article n'est pas de présenter une analyse (ou un résumé) historique d'un processus révolutionnaire très complexe, long d'un demi-siècle, qui débute autour des années 1920, débouche trois décennies plus tard sur la fondation de la RPC et, vingt ans après, sur la crise de la «révolution culturelle». Ceci a été tenté par ailleurs (1). Passons plus simplement en revue quelques thèmes dont la Chine a permis de renouveler l'approche.

La question paysanne. L'importance de la paysannerie pour un pays économiquement «arriéré» avait déjà été reconnue dans la révolution russe. Mais en Chine, c'est le Parti communiste qui l'organise directement alors qu'en Russie, c'était plutôt le fait de courants anarchistes, des Socialistes révolutionnaires ou d'élites rurales. Après la conquête du pouvoir, le régime met l'accent sur des formes coopératives de production et non sur les fermes d'État. Par-delà les succès et les échecs de sa politique, cette expérience donne beaucoup à penser sur la façon dont la paysannerie (ou certaines couches de la paysannerie) peut être durablement associée au processus révolutionnaire. Une nécessité brûlante aujourd'hui encore, à l'heure où des organisations comme Via Campesina, la Confédération paysanne en France ou le Mouvement des sans-terre au Brésil opposent une alternative globale à la dictature de l'agro-industrie et nous rappellent que les paysanneries ne sont pas des réalités sociales statiques, qu'elles créent beaucoup de neuf et que la «modernité» n'est pas le monopole des transnationales capitalistes, loin s'en faut.

La pensée militaire. La pensée militaire marxiste a une histoire aussi ancienne que le marxisme. La question n'a jamais été essentiellement «technique». En Chine, durant la guerre sino-japonaise, deux conceptions de classe de la résistance nationale s'opposent l'une à l'autre – celle de Chiang Kai-shek et celle de Mao Zedong. Le Parti communiste chinois (PCC) lui-même est le théâtre de longues controverses militaires qui reflètent des options politiques différentes et contribuent à donner forme au maoïsme. La notion de «guerre du peuple» englobe la «méthode» de la guérilla, mais elle est beaucoup plus ample: elle permet d'articuler défense nationale face à l'impérialisme japonais et défense sociale face à la contre-

révolution chinoise, avant de permettre la victoire de 1949. Évitions ici de réduire la théorie à des modèles alternatifs en opposant l'expérience russe (identifiée à l'insurrection) à la chinoise (identifiée à l'encerclement des villes par les campagnes). Ces deux expériences majeures sont en fait à la fois beaucoup plus riches et plus spécifiques que ce schématisme ne le prétend. En Asie, la pensée militaire vietnamienne les a hier prolongées et enrichies. La révolution népalaise confirme aujourd'hui que la question n'a pas perdu sa raison d'être.

L'émancipation féminine. La première grande loi adoptée par la République populaire concerne le mariage et l'égalisation des droits des femmes. La seconde, sur la réforme agraire, leur permet de posséder la terre. Ainsi, la condition des villageoises est modifiée: cette «modernisation» ne concerne pas seulement une minorité urbaine aisée. Malgré les résistances masculines, le bouleversement est réel, il répond à l'engagement des femmes dans la lutte révolutionnaire. Cependant, l'indépendance de la Fédération démocratique des femmes est refusée par le PCC. Il ne s'agit pas d'une mesure discriminatoire car la direction du parti est aussi imposée aux autres organisations de masse, en particulier les syndicats. Or, sans mouvement autonome des femmes, le combat féministe ne peut pas se déployer pleinement face aux conservatismes sociaux. Il n'est pas facile de tirer un bilan synthétique de la révolution maoïste en ce domaine; du moins, je n'en suis pas capable. Mais il soulève la question: jusqu'où la «seconde révolution» (contre le patriarcat) peut-elle aller sans une mobilisation féministe autonome?

Culture et modernité. Modernisation signifie-t-elle occidentalisation? La question s'est posée en Chine dès avant la chute de la dynastie Mandchou. En 1919, le Mouvement du 4 Mai s'affirme à la fois anti-impérialiste et anti-confucéen, dépassant l'opposition «occidentalisation» ou «préservation de l'ordre traditionnel». Très tôt ainsi, la gauche chinoise a pu appeler à lutter conjointement contre la domination étrangère, l'exploitation «féodale» ou capitaliste et l'oppression patriarcale. Comment évolue la civilisation chinoise et qu'est-ce qu'une culture populaire? Ces questions n'ont jamais trouvé de réponse définitive. Mais la force initiale du nationalisme révolutionnaire en Chine tient à ce qu'il s'est frontalement attaqué à la tradition confucéenne; aux élites, aux classes et aux idéologies dominantes; à la culture d'oppression. La leçon mérite de ne pas être oubliée alors qu'aujourd'hui des courants invoquent «l'anti-impérialisme», le rejet de l'occidentalisation et l'urgence nationale pour préserver, voire renforcer, dans leur propre pays des rapports sociaux et culturels d'exploitation et d'oppression.

La «sinisation» du marxisme. La question précédente a pour corollaire: que deviennent les idées issues de la pensée occidentale quand elles pénètrent un pays comme la Chine? En particulier, que devient la référence marxiste quand elle s'enracine dans une société non occidentale? Elle ne peut alors garder pour source la philosophie allemande, l'économie anglaise, l'historiographie française et les combats du mouvement ouvrier européen. Sous peine de rester l'apanage d'une élite intellectuelle cosmopolite, elle doit trouver des racines nationales, régionales. Avec le développement du PCC, on assiste ainsi à un double mouvement d'internationalisation de la pensée chinoise et de «nationalisation», de «sinisation», du marxisme. Il y eut en Chine bien des débats autour de cette question, impliquant Li Da Zao, Chen Duxiu, Qu Qiubai ou Mao Zedong. Ils ont fait œuvre pionnière: après les confins musulmans de la Russie soviétique, le processus d'internationalisation du marxisme (à savoir le dépassement de ses spécificités européennes), a débuté en Chine. Il n'a pas cessé depuis et se poursuit y compris avec la place politique conquise par les «peuples indigènes».

Révolution permanente ou ininterrompue. La révolution chinoise l'a emporté dans un pays où le capitalisme n'était encore que très inégalement développé. Elle n'en a pas moins fait naître une société dite de transition dont l'horizon pouvait être socialiste. Ce processus – appelé révolution «permanente» dans la tradition trotskyste ou «ininterrompue» dans la tradition maoïste – montre que les concepts élaborés pour penser la révolution russe peuvent aussi être utilisés dans le cas de la Chine. Ils doivent cependant être adaptés à une société fort différente et ouvrir la réflexion sur les alliances sociales à même de porter durablement la dynamique révolutionnaire (retour sur les questions paysanne et femmes). Une réflexion qui se prolonge aujourd'hui avec l'expérience de la convergence nouvelle des résistances à la mondialisation capitaliste et à l'universalisation de la prédation marchande.

## **La révolution culturelle et la crise du maoïsme**

La révolution de 1949 a effectivement bouleversé le paysage de la Chine. L'État du Guomindang s'est désintégré, la bourgeoisie urbaine et les élites rurales ont cessé d'exister comme classes cohérentes, la structure du pouvoir s'est radicalement modifiée dans les campagnes, la classe ouvrière a acquis un statut social enviable, d'indéniables progrès socio-économiques ont été réalisés. Comment expliquer alors que,

vingt ans après la victoire, le régime se noie dans les convulsions de la Révolution culturelle?

La guerre de Corée. Au lendemain même de sa fondation, la République populaire doit jeter, en Corée (1950-1953), ses forces dans une guerre qu'elle n'a pas voulue. Elle doit faire face à la politique très agressive des États-Unis, construisant leurs bases d'intervention de la péninsule coréenne au Vietnam en passant par le Japon, Taiwan, les Philippines et la Thaïlande. Elle doit s'adosser à un allié peu fiable: l'URSS stalinienne. En Europe, les potentialités révolutionnaires de l'après-guerre sont vite étouffées: dès 1946, la et la spécificité des mouvements qui les ont incarnées. Une tâche difficile mais enrichissante, maintes fois répétée de la Yougoslavie au Vietnam, de Cuba au Nicaragua.

## En guise de conclusion

Au xxe siècle, la Chine a constitué l'une des principales expériences qui a nourri la réflexion marxiste et, plus largement, la pensée révolutionnaire. Elle a été pionnière en bien d'autres domaines que ceux mentionnés plus haut. Elle a, par exemple, été la première à vivre dans sa chair les conséquences de la stalinisation de l'URSS et de la volonté de subordination des partis communistes nationaux aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Moscou porte en effet une responsabilité majeure dans les sanglantes défaites de 1927 qui ont mis un terme à la Deuxième Révolution chinoise, en ordonnant au PCC de maintenir son alliance avec Chiang Kai-shek alors qu'il préparait l'écrasement du mouvement ouvrier, en répétant la même politique avec le «Guomindang de gauche» avant de pousser, en désespoir de cause, les révolutionnaires à un soulèvement suicidaire, à Canton.

La Chine a vu naître un courant, le maoïsme, qui n'était à proprement parlé ni stalinien ni antistalinien, ce qui a nourri des débats sans fin sur sa «définition». Elle a été l'un des acteurs clef de l'émergence du «camp socialiste» puis de son implosion.

La révolution chinoise a empêché l'impérialisme de placer le pays sous sa coupe. La contre-révolution bureaucratique (les années 1970) ayant éventuellement laissé place à la contre-révolution bourgeoise (après les réformes des années 1980), le nouveau sino-capitalisme bénéficie d'une brèche historique inespérée et en profite bien. Il est trop tôt pour savoir quelle place l'Empire du Milieu occupera demain dans la hiérarchie mondiale des puissances. Mais voilà qui nous promet de nouveaux débats de «définition»: accède-t-il déjà au rang de sous-impérialisme?

Cependant, la Chine, maître en contre-révolution, ne doit pas cacher la Chine maître en révolution. Nous n'avons pas fini de revisiter une histoire dont il reste beaucoup à apprendre; ni de nous lier dans le présent aux résistances sociales en cours outre-Himalaya.

## Article publié par Europe solidaire sans frontière (ESSF).

(1) Pierre Rousset, «La Chine du XXe siècle en révolutions» (en deux parties)

«I – 1911-1949 ou de la chute des Qing à la victoire maoïste» <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11137>

«II – 1949-1969: crises et transformations sociales en République populaire» <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13546>

## Quelques dates :

- 1911 : Première Révolution chinoise (chute de la dynastie Mandchou)
- 1914-1918 : Première Guerre mondiale (1917: Révolution russe)
- 1919 : Mouvement du 4 Mai
- 1921 : Fondation du PCC (53 membres)
- 1925-1927 : Deuxième Révolution chinoise (victoire de la contre-révolution)
- 1937 : Invasion japonaise
- 1939-1945 : Seconde Guerre mondiale
- 1949 : Victoire de la Troisième Révolution chinoise (fondation de la République populaire) ; 3 juillet: reconnaissance de l'indépendance
- 1957 : Mouvement des Cent fleurs
- 1959 : Échec du Grand Bond en avant
- 1966-1969 : Révolution culturelle

# Chine : fin d'un modèle ou naissance d'un nouveau modèle ?

Par Au Loong-Yu

Après trente années de forte croissance quasiment ininterrompue, l'économie chinoise a dû faire face à un défi majeur quand la crise mondiale a durement frappé ses exportations.

Dans un contexte où le commerce international représente 70 % du PIB de la Chine, le modèle de croissance basé sur les exportations s'est pratiquement arrêté. Le Parti communiste chinois (PCC) est conscient de cette situation. Au mois d'avril 2008 le Président Hu Jintao parlait de la nécessité d'abandonner le modèle de croissance basé sur les exportations au profit d'un modèle basé sur le développement de la demande intérieure. En novembre, un crédit d'urgence de 4 000 milliards de yuans a été débloqué à cette fin. L'économie se ralentit et l'objectif « Baoba » du crédit débloqué visant à maintenir le taux de croissance à huit pour cent l'an, semble difficile à atteindre. Cependant, un rythme de croissance plus lent de 5 % à 6 %, taux sur lesquels la plupart des commentateurs semblent s'accorder, reste encore très exceptionnel dans un contexte où les États-Unis comme l'Europe continuent à sombrer plus encore dans une profonde récession. La résistance relative de la Chine face à la récession mondiale, accélère plus que jamais « l'émergence de la Chine ».

## Les avantages de la Chine

Les raisons des performances de la Chine doivent d'abord être recherchées dans le succès exceptionnel de l'État à parti unique dans la restauration du capitalisme sur une période exceptionnellement longue de 25 ans. La devise de Deng Xiaoping « Traverser la rivière en marchant sur les pierres » a permis aux dirigeants les plus importants d'intégrer le capitalisme mondial de manière graduelle et prudente, si bien qu'au début de la crise financière mondiale, l'État détenait encore le contrôle total des leviers de manœuvre de l'économie, donnant à la Chine plus de pouvoir que les États-Unis ou le Royaume-Uni pour endiguer la crise actuelle. Le contrôle de compte de capital de la Chine est encore largement opérationnel, sa monnaie, le yuan, n'étant toujours pas convertible. Le capital des banques, bien que négociable sur le marché des valeurs intérieur et extérieur, reste majoritairement contrôlé par l'État. Ainsi la Chine n'a pas de système bancaire « de l'ombre » (shadow banking), ni de dettes toxiques comme aux États-Unis, au Royaume-Uni ou même à Hongkong. En raison de l'importance colossale du système bancaire clandestin, des milliards de yuans échappent au contrôle des changes pour entrer et sortir de Chine, un facteur qui pourrait devenir problématique pour la Chine dans le cycle de repli financier. Cependant, le contrôle de l'État sur le trafic transfrontalier de devises n'est pas totalement inefficace.

En résumé, un pare-feu, bien que percé, existe encore à l'heure actuelle sur les marchés financiers chinois, ce qui permet à la Chine de s'isoler jusqu'à un certain point du resserrement général du crédit. Il en résulte que le marasme économique de la Chine ressemble davantage au modèle classique : une crise de surproduction accompagnée d'une surexpansion du crédit avec une crise du crédit largement inférieure aux niveaux atteints aux États-Unis et au Royaume-Uni. De plus, la Chine a subi sa crise bancaire au tournant du siècle et l'a surmontée aux dépens des travailleurs avec, en particulier le licenciement de dizaines de milliers d'employés de banque. Le gouvernement a effacé des dizaines de milliards de yuans de créances douteuses au profit des banques. Depuis lors, la santé des banques s'est améliorée, avec une chute des prêts non performants qui sont passés de 40 % à 50 % de leurs actifs à seulement 6 %. Pour couronner le tout, l'endettement des ménages comme la dette publique sont faibles comparativement au PIB et restent largement inférieurs à ceux de la plupart des autres pays [1].

Il convient cependant, de manier ces statistiques avec prudence. En Chine aucun chiffre n'est fiable, particulièrement quand il s'agit des dettes des entreprises et des prêts bancaires, intérieurs et extérieurs. Dix ans en arrière, la crise économique asiatique a révélé l'importance du problème des dettes cachées dans les entreprises d'État qui investissaient à l'étranger. La crise mondiale aura encore un impact sur la Chine et, si elle continue à s'étendre, le « pare-feu » chinois ne pourra pas la contenir. Bien que la Chine soit restée à l'abri de ce que certains appellent la « financiarisation » et donc du pire aspect de la crise

financière, une crise de surproduction classique pourrait se développer dans la dépression comme ce fut le cas dans les années 1930.

Le taux élevé de croissance économique a conduit plus d'un, y compris à gauche, à accorder un crédit exagérément favorable à la Chine. Le fait est que cette expansion n'a eu que peu d'effet sur le bien être des classes populaires car la croissance de la Chine s'est apparentée à une croissance sans création d'emploi. En 2005, l'OIT a réalisé une étude sur la relation entre la croissance économique et la création d'emplois qui a démontré qu'entre 1990 et 2002, une croissance économique moyenne de 9,3 % n'a créé que 0,8 % environ de progression de l'emploi, progression qui est même négative pour les emplois industriels. Personne ne s'est préoccupé du fait que le taux élevé de croissance économique se soit accompagné d'un taux élevé de chômage [2].

## **Facteurs sociaux**

Pour évaluer correctement la situation économique et sociale de la Chine, il faut étendre le champ d'investigation pour prendre en compte les bouleversements de la société qui ont découlé de la révolution de 1949. La révolution a eu des effets contradictoires sur les paysans et les ouvriers. D'un côté elle a imposé la réforme agraire et de l'autre elle a donné naissance à un État-parti centralisé et bureaucratique, qui maintient un contrôle incroyablement serré sur les paysans et les ouvriers. L'évolution consécutive de la propriété foncière dans le « système de responsabilité des ménages » confère aux paysans les droits d'usage sur une petite parcelle de terre, ce qui constitue actuellement une sorte de sécurité sociale pour les migrants ruraux retournant dans leur village en raison du marasme industriel dû à la crise économique mondiale et du chômage qui en découle dans les villes. Pour eux, le retour au village est préférable à la famine en ville [3]. Par ailleurs, ce système bénéficie également à l'État-parti. L'État peut ainsi traiter ces travailleurs migrants comme de la main-d'œuvre jetable : en cas de crise, il suffit de leur dire de repartir dans leur village pour cultiver leur misérable lopin de terre. Les autorités municipales y trouvent leur compte car ce système disperse une bombe à retardement sociale. À longue échéance, l'efficacité de cette solution est douteuse, mais elle pourrait avoir quelque effet à court et moyen termes.

Si la dispersion des travailleurs migrants dans l'immensité de la campagne s'avère insuffisante, les autorités peuvent toujours s'appuyer sur les moyens de coercition de l'État, dont on sait qu'ils sont particulièrement brutaux et efficaces. Avant 1990, tout en se montrant aussi brutal que l'État dirigé par le PCC, l'État sud-coréen n'eût jamais la possibilité d'éliminer l'ensemble des associations civiles. L'Église, par exemple, ménagea toujours un espace pour les organisations de travailleurs. À l'inverse, le PCC a parfaitement atteint cet objectif depuis les années 1950. Toutes les associations religieuses et civiles chinoises ont été détruites ou ont été cooptées dans la bureaucratie, dans la mesure où même les moines bouddhistes et taoïstes se sont pratiquement transformés en fonctionnaires et ont reçu de l'État un salaire équivalent à celui de l'échelle des salaires de la bureaucratie, avant d'être contraints à renoncer complètement à leur foi lors de la Révolution culturelle. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de société civile. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de mouvement social organisé, pas plus que d'opposition politique organisée.

Cette réalité sociale et politique explique pourquoi, alors qu'Indira Gandhi, ancien Premier ministre de l'Inde, ne parvenait pas au début des années 1980 à contraindre les femmes pauvres de se faire stériliser au nom du contrôle des naissances, la Chine pouvait réussir aussi efficacement à imposer à sa population de 1,3 milliards d'habitant, la politique de limitation à un enfant par foyer. Ironiquement, la renaissance du capitalisme a créé un espace pour le weiquan (littéralement la défense des droits légitimes de chacun), sans que cela permette d'une quelconque façon la création de syndicats autonomes. L'absence de toute organisation indépendante du PCC et de l'État reste vraie même pour la bourgeoisie. La quasi totalité des chambres de commerce et associations d'industriels ont été fondées et sont dirigées par le parti ou ses agents. Dans son livre *China's New Business Elite* (« La nouvelle élite économique chinoise »), Margaret Pearson explique pourquoi la réforme du marché et la naissance de cette classe n'ont pas conduit à la création d'une société civile ou à une quelconque démocratisation : « Les membres de l'élite économique chinoise ont montré peu de volonté de devenir une force politique indépendante. Leur désir d'échapper à la politique, de ne pas s'y engager ni de créer une "société"... Après avoir gagné une indépendance structurelle, ils essaient de recréer des liens informels avec l'État. L'élite économique ne se caractérise ni par la force des liens horizontaux entre ses membres, ni par la force des liens avec d'autres acteurs sociaux, liens qui sont tous deux des marques déterminantes d'une société civile émergente. » [4]

L'absence de société civile se révèle particulièrement profitable au commerce. L'attrait de la Chine pour

l'investissement étranger direct a été le plus important du monde pendant quelques années. Cet attrait n'est pas uniquement dû aux salaires bon marché, d'autres pays émergents ont des niveaux de salaires plus faibles encore. En fait c'est le régime de type caserne institutionnalisé dans les usines qui donne un avantage sur les autres pays émergents et qui incite les multinationales à considérer la Chine comme l'atelier de misère idéal pour la fabrication de biens d'exportation. Alors que la puissance de la bourgeoisie indienne et de leur gouvernement sont sous le contrôle permanent de la démocratie libérale et des organisations de travailleurs, leur contrepartie chinoise est à l'abri de telles contraintes. Un rapport publié par Globalization Monitor, concernant l'usine de fabrication de conteneurs Maersk implantée à Dongguang, dans la province de Guangdong, indique que les salariés sont soumis à une série de soixante treize règles édictées par le « manuel de l'employé ».

À l'interdiction de la distribution de brochures, l'interdiction des revendications et l'interdiction des grèves, sanctionnées par le licenciement immédiat en cas de transgression, s'ajoutent, entre autres : « Clause 18. La violation des règles de la cantine, la dégradation du matériel de cantine et les troubles à l'ordre intérieur, incluant mais non limité à : la destruction d'ustensiles, le non-respect des files d'attente, l'oubli des ustensiles sur la table après le repas ou leur restitution à un endroit différent de celui désigné à cet effet, le fait de jeter les déchets et reliefs des repas à un autre endroit que l'emplacement désigné, le fait de laisser de la nourriture, de la soupe, des peaux de fruits, des boissons, etc. répandues sur la table ou le sol. Première et seconde infractions : manquement enregistré, troisième infraction : licenciement. »

En 2008, les travailleurs de l'usine Maersk de Dongguang se sont opposés à leurs conditions de vie presque carcérales, par deux violentes grèves. Mais ces deux mouvements ont été durement réprimés avec l'aide des autorités locales et il n'en est résulté qu'une amélioration minimale des conditions de vie des ouvriers. Il n'est pas inutile d'ajouter au passage, que l'usine a atteint un niveau élevé de productivité.

Le succès de la Chine dans ses exportations est également dû en grande partie au partenariat économique avec les États-Unis. Alors que la Chine agit comme un moteur mondial de l'offre, les États-Unis jouent le rôle de moteur de la demande. La Chine ne peut jouer ce rôle que grâce au nouvel ordre néolibéral mondial qui s'est établi depuis 1989, comme l'a pointé du doigt David Harvey [5].

## **L'État : solution ou problème ?**

Pour les nationalistes et de nombreux partisans de la « nouvelle gauche » [6] chinoise, l'État est la solution à la fois aux problèmes liés à l'échec du marché capitaliste et aux tentatives de l'Occident et du Japon de contenir « l'émergence de la Chine ». Ils ne voient pas le revers de la médaille : l'État pourrait aussi être un problème. C'est parce que l'État n'est jamais neutre et particulièrement quand la bureaucratie qui constitue l'appareil d'État est à l'abri de toute forme de contrôle social exercé par n'importe quelle classe sociale. En Chine, depuis les années 1950, la bureaucratie a pratiquement détourné l'État et asservi sa machinerie à sa propre appropriation de la plus-value sociale. À partir de la fin des années 1980, la bureaucratie a choisi de restaurer le capitalisme et a pressuré le pays à au point de pousser de plus en plus les travailleurs au bord de la révolte. C'est l'évolution de la bureaucratie en une nouvelle classe qui accapare les richesses, qu'il est indispensable de prendre en compte pour comprendre correctement, à la fois, les forces et les faiblesses du capitalisme contrôlé par l'État qui caractérise la Chine.

Au cours des vingt-cinq dernières années, le PCC n'a pas pu s'enrichir sans commencer par nourrir une classe capitaliste privée, mais toute mesure de réforme majeure a visé en premier lieu et principalement à enrichir la bureaucratie elle-même. À la fin des années 1980, la réforme des prix a créé ceux qu'on appelle les *guandao* — les fonctionnaires qui se sont engagés dans la spéculation. Dans le même temps, presque tous les niveaux des ministères d'État ont fondé différentes sortes de sociétés pour faire de l'argent. Les bureaucrates ont également commencé à se transformer en capitalistes. C'est ce qui a conduit le peuple à contester le gouvernement en 1989. Le PCC a brisé toute opposition aux réformes capitalistes et à l'enrichissement encore supérieur de la bureaucratie. Les travailleurs en ont été les plus visés par cette réaction. La tournée dans le Sud en 1992 de Deng Xiaoping a voulu montrer que le PCC a fait un nouveau grand bond en avant vers l'intégration totale dans le capitalisme mondial [7].

Pour assurer le succès de cette avancée, la terreur qui a suivi les émeutes de 1989 n'était cependant pas suffisante. Il était impératif d'infliger une défaite encore plus cinglante aux travailleurs des entreprises étatiques, qui représentaient l'écrasante majorité de la main-d'œuvre urbaine. Cette fois le but de la répression était de diminuer l'effectif du secteur public afin de transformer ces entreprises en sociétés de capitaux compétitives modernes. Plus de 40 millions de travailleurs furent licenciés et toutes les

manifestations contre les licenciements furent systématiquement réprimées. Les entreprises nationales, petites ou moyennes, furent privatisées au plus grand bénéfice des bureaucrates au niveau municipal et des précédents directeurs de ces entreprises. Les grandes entreprises nationales tombèrent aux mains de bureaucrates de plus haut niveau pour devenir de grandes entités commerciales, la plupart impliquées dans le marché intérieur et dans l'exportation. Comme l'État ou les municipalités détiennent encore suffisamment de parts pour tenir les rennes, ces bureaucrates de tous niveaux ainsi que leurs alliés, peuvent jouir simultanément des avantages des « entreprises étatiques » et de la « liberté du marché ».

Dans le même temps, une seconde vague de privatisation du foncier urbain (incluant le foncier rural, proche des banlieues des villes) s'amorçait, enrichissant une nouvelle fois les fonctionnaires municipaux et leurs amis.

À tous les niveaux les administrations gouvernementales gèrent leurs propres sociétés dans le but d'assurer des profits substantiels aux bureaucrates, et ce malgré l'interdiction effective depuis la fin des années 1980 [8]. Par exemple, la police gère ses propres sociétés de surveillance, le ministère du Travail gère ses propres sociétés de recrutement, le service de lutte contre l'incendie gère ses propres sociétés de commercialisation d'extincteurs, et ainsi de suite. Ces sociétés sont toujours bénéficiaires car elles utilisent toujours leur pouvoir coercitif pour vendre leurs services à des entreprises et à des usines sous leur juridiction. Par exemple, le service de lutte contre l'incendie oblige les usines à acheter les extincteurs vendus par les sociétés qu'il détient ou à faire face aux conséquences d'un refus : les usines en question peuvent se voir infliger des amendes pour les infractions les plus mineures. Leur fonctionnement ressemble à celui de la mafia, en fait, ces fonctionnaires utilisent souvent la pègre locale pour faire le travail.

La métamorphose de la bureaucratie d'un comportement résolument anticapitaliste à résolument capitaliste s'est ainsi achevée. Ce n'est pas un phénomène nouveau. L'ironie veut que le PCC ait également décrit à l'époque, les dirigeants de l'État-parti du Guomindang des années 1930-1940 comme des « capitalistes bureaucratiques ». La seule différence est que l'actuel État-parti du PCC a institutionnalisé la pratique à une échelle phénoménale qui dépasse largement le modèle du Guomindang. En déduire que l'État chinois actuel est autonome voire méfiant vis-à-vis de la bourgeoisie, prétendre qu'il n'est pas subordonné aux intérêts de classe de celle-ci et par conséquent, que la Chine reste non-capitaliste voire même « socialiste », comme le fait Giovanni Arrighi dans son nouveau livre « Adam Smith à Pékin » [9], est totalement erroné. Sur la base des expériences de l'Europe occidentale, cette analyse considère la bureaucratie et la classe capitaliste comme les deux groupes sociaux entièrement différents voire opposés.

Tout au contraire, la bureaucratie chinoise est la classe capitaliste. Martin Hart-Landsberg affirme de façon assez convaincante, que la Chine est depuis longtemps devenue capitaliste, mais il indique comme point de départ la « pente glissante » de la réforme commerciale dans laquelle s'est engagé le Parti communiste chinois [10]). Je pense, au contraire, que la restauration du capitalisme a été un choix conscient de la bureaucratie plutôt qu'une erreur dans le choix d'une politique, car, mise à part la perte de la foi dans le socialisme, ces bureaucrates se veulent être des capitalistes. Deng Xiaoping montrait déjà la voie en 1984, lors de la signature de l'accord parfaitement contraire aux principes du socialisme, entre la Chine et le Royaume-Uni : Le capitalisme libéral de Hongkong doit être maintenu pendant cinquante années après la restitution de Hongkong à la Chine. Plus tard il a été fait mention de propos de Deng Xiaoping indiquant que le capitalisme pourrait perdurer au-delà de ce délai. En 1987 il dit en s'adressant à une délégation africaine : « Ne vous engagez pas dans le socialisme. Faites tout ce que vous pouvez pour assurer la croissance de votre économie. » [11] Sa répression brutale du mouvement démocratique de 1989, a montré que son parti s'est résolument et qualitativement transformé en parti capitaliste.

Il est cependant absolument inconcevable pour certains maoïstes, de faire peser toute la faute sur le seul Deng Xiaoping. Le fait que Deng n'ait rencontré aucune opposition significative et qu'il ait même reçu au contraire une réponse enthousiaste de la bureaucratie, implique qu'il n'ait fait que mettre en œuvre ce que cette dernière souhaitait. Aucun socialiste ne devrait s'en étonner. Même pendant l'époque de Mao, quand la bureaucratie était farouchement anticapitaliste, elle était également largement privilégiée en tant qu'élite dirigeante, détentrice du monopole de la distribution du surplus de la nation grâce à un contrôle exclusif de l'appareil d'État. Comme toutes les élites dirigeantes, ces bureaucrates n'étaient jamais satisfaits du montant de leur traitement, pourtant dix à trente fois supérieur à celui des travailleurs ordinaires [12] et ils cherchaient toujours à accaparer plus de surplus de la nation qu'ils n'en méritaient [13]. Leur intérêt fondamental réside dans la restauration de la propriété privée plutôt que dans l'accomplissement loyal de

leur mission de fonctionnaire défendant sans limite la propriété collective [14]

C'est confondre la tension permanente actuelle et la tension future que de prétendre, comme le firent certains maoïstes, que la bureaucratie était déjà capitaliste à l'époque de Mao, acceptant faussement l'opinion de celui-ci, qui voulait Liu Shaoshij fut un agitateur capitaliste alors qu'il n'y avait pas le moindre commencement de preuve que Liu était partisan du capitalisme. Liu, ou la bureaucratie en général, ne pouvait pas être des capitalistes dans les années 1960 uniquement parce qu'ils s'approprièrent une part inhabituellement importante du surplus de la nation sous forme de valeur d'usage et une petite quantité de valeur d'échange (des salaires en argent), mais jamais la valeur du surplus, car le commerce était peu développé à l'époque. Mais la bureaucratie, par nature, ne pouvait se satisfaire d'une propriété qui ne s'accompagne pas du droit de transmission des privilèges à ses enfants. Après la mort de Mao, la redistribution des relations entre les forces sociales en Chine et dans le monde a offert à la bureaucratie la meilleure occasion de briser les contraintes pesant sur la propriété privée et de se transformer en classe capitaliste. Prétendre aujourd'hui que la bureaucratie chinoise actuelle est toujours au service du socialisme est une grossière erreur.

Toute demande de précision sur le plan de sauvetage actuel illustre à l'envi l'agenda caché de la bureaucratie : le gouvernement persiste à refuser d'en fournir le moindre détail même au Congrès du Peuple, théoriquement l'institution gouvernementale la plus élevée en Chine. Soumis ni à un devoir de transparence ni à un contrôle démocratique, le déploiement des mesures de sauvetage par le gouvernement, ne se fera pas impartialement. Même la presse censurée pense nécessaire de dénoncer la corruption. Le journal Legal Daily affirme que le plan de sauvetage créera « une compétition féroce entre les gouvernements provinciaux pour le financement des projets » et « que derrière ces grands projets il y a toujours une grande corruption » [15]. C'est aussi la raison pour laquelle le plan de sauvetage se concentre sur l'investissement dans les infrastructures plutôt que dans l'augmentation de la part des salaires dans le revenu national même si cette dernière solution est plus efficace dans le règlement du problème du manque de demande de consommation. Cette situation rappelle autre chose : c'est l'intérêt personnel de la bureaucratie qui définit les mesures d'urgence, ainsi que toute réforme.

Pour conclure, à l'inverse de l'ancien bloc soviétique, le Parti communiste chinois est exceptionnellement efficace dans la restauration du capitalisme, car il y parvient sans payer le prix de sa propre désintégration. C'est cette particularité qui donne tous les avantages et le contrôle de tous les leviers à l'actuel État-parti. C'est uniquement ce résultat qui a permis à la bureaucratie de réduire les salaires à un niveau si dramatiquement bas, permettant ainsi une accumulation folle de capital. Selon un rapport de la Banque mondiale, la part des salaires dans le PIB chinois s'est abaissée de 53 % en 1998 à 41,4 % en 2005, chiffre à comparer à celui des États-Unis où cette part atteint 57 % [16]. À l'inverse, la part des profits dans le PIB a spectaculairement augmenté dans la même période. Un intellectuel chinois, Wang Liandi, a écrit que le rapport entre salaire et profit dans l'industrie, est passé de 1 pour 3,1 en 1990 à 1 pour 7,6 en 2005 [17]. Parallèlement à des dépenses extravagantes, les nouveaux riches investissent ou épargnent ce qui explique le taux excessivement élevé d'épargne et d'investissement. La part de l'investissement dans le PIB de la Chine dépasse 40 % depuis des décennies, le double des États-Unis, et se hisse au premier rang des principaux pays d'Asie, y compris la Corée quand elle était au sommet de son industrialisation [18].

Néanmoins, les forces du développement capitaliste ne peuvent pas promouvoir la polarisation entre riches et pauvres sans, en même temps, élever des obstacles à leur futur développement. L'élévation du profit se fait aux dépens des salaires, provoquant ainsi le déclin à long terme de la consommation des ménages. Le pourcentage représenté par la consommation des ménages dans le PIB est passé de 47 % à 36 % entre 1992 et 2006, tandis que le chiffre dépassait 50 % en Corée du Sud, en Inde, en Grande-Bretagne, en Australie et au Japon [19]. La Banque mondiale a indiqué que l'essentiel du déclin de la consommation des ménages en Chine s'explique par le déclin de la part des salaires dans le PIB. Ainsi, l'accumulation rapide du capital en Chine, acquise au prix de l'exploitation brutale des ouvriers et des paysans, crée à son tour des déséquilibres sévères entre la consommation et l'investissement ou, plus précisément, entre la sous-consommation et le surinvestissement, laissant la capacité productive en sommeil, et provoquant à son tour une dépendance croissante par rapport aux exportations de marchandises et de capitaux pour payer les investissements.

## **L'exportation du problème de la Chine crée encore plus de problèmes**

En 1998, feu le Comité d'État pour l'Économie et le Commerce, a publié un document expliquant sa

politique : « Index of Over-Invested Products for Moving Abroad » (« Index du surinvestissement pour l'exportation »). Le titre du document est explicite. L'exportation serait la solution au problème de la surcapacité de Chine et de ses problèmes intérieurs. Le rapport se concentre sur la première série d'industries et de produits à exporter : l'industrie légère, les machines, l'électronique, les motos, réfrigérateurs, téléviseurs etc. [20]

Tandis que les exportations de marchandises ont connu une progression constante, l'exportation de capitaux a attendu l'an 2000 pour progresser par bonds successifs. L'année suivante, le Premier ministre Zhu Rongji, proclamait officiellement sa stratégie de l'expansion mondiale [21]. En peu de temps la Chine est devenue le bailleur de fonds des pays émergents, particulièrement en Afrique.

Tandis qu'Arrighi prétend que la Chine reste socialiste, un article publié en février 2007 par la Beijing Review, admet que le rôle de la Chine en Afrique est capitaliste : « Bien que la Chine ne soit pas colonialiste, elle est un capitaliste prospère en Afrique. La voie qu'elle a choisie sur ce continent est conforme à la logique du marché capitaliste libéral sur la base de libres contrats. Bien que pour beaucoup, le capitalisme implique l'exploitation, les capitalistes chinois doivent restreindre l'exploitation aux limites du cadre de l'OIT et se soumettre aux réglementations locales. » [22].

Il est également avancé que la Chine a d'une certaine manière développé son propre modèle alternatif à la mondialisation conduite par les États-Unis — ce qu'on appelle le « Consensus de Pékin » qui serait en opposition avec le Consensus de Washington.

Même s'il faut admettre qu'il existe quelque chose appelé le « Consensus de Pékin », cela n'a rien à voir avec le socialisme. Ces deux « Consensus » sont au service du capitalisme, le même mode d'accumulation particulièrement hostile au monde du travail, à la justice sociale et aux droits démocratiques. Que la Chine ait « uniquement » privatisé les petites et moyennes entreprises nationales, laissant les grandes aux mains de l'État, que le PCC ait opté pour une transformation graduelle vers le capitalisme plutôt que pour une « thérapie de choc », que l'État intervienne encore lourdement dans le « marché libre », qu'il permette aux responsables locaux, voire ruraux, du parti des initiatives d'industrialisation etc. ne constitue pas une démarche substantiellement différente du néolibéralisme [23]. Si l'État-parti conserve la propriété des sphères de commandes de l'économie, ce n'est pas en raison d'une quelconque adhésion au socialisme, comme le laisse entendre Arrighi, c'est simplement parce que l'élite dirigeante ne peut tolérer d'abandonner le secteur le plus rentable de l'économie. Si le « Consensus de Pékin » est en concurrence avec le « Consensus de Washington », cela signifie uniquement que l'État-parti chinois veut se battre avec les mêmes armes que celles de son adversaire.

En dernière analyse, malgré des tensions occasionnelles, le partenariat économique entre la Chine et les États-Unis a bien fonctionné de part et d'autre jusqu'à un passé récent. Si la compétition est intense entre les deux, il s'agit seulement d'une lutte hégémonique entre grandes puissances capitalistes, rien qui ressemble d'une quelconque façon à une lutte entre une alternative progressiste et l'Empire du Mal.

Avec l'approfondissement de la crise économique mondiale, des figures dominantes de l'élite étasunienne pointent un doigt accusateur en direction de la Chine et font porter la responsabilité de la crise au taux élevé d'épargne de la Chine. Le gouvernement chinois a répondu en se moquant des États-Unis qui font porter la faute sur les autres alors que ce sont les dépenses étasuniennes qui sont à blâmer. En réalité, les deux parties ont raison, car le partenariat économique global Chine-États-Unis est en réalité l'unification de contradictions : Réagissant aux mêmes problèmes de faiblesse du pouvoir d'achat des classes populaires, les élites dirigeantes des États-Unis et de la Chine ont choisi des décisions économiques opposées et dans le même temps, complémentaires. Chacun à sa manière, a résolu ses problèmes respectifs pour un certain temps et continue à bénéficier de la situation.

La Chine a dû payer davantage pour le partenariat, mais a obtenu ce qu'elle voulait. Au dessus de la petite part de profit gagnée par les sociétés chinoises, le gouvernement chinois a obtenu un très puissant levier pour influencer les prises de décision étasuniennes. Si le gouvernement des États-Unis joue trop la carte du « double T » (Tibet et Taïwan), le PCC peut toujours réagir en vendant massivement des bons du trésor étasuniens pour attaquer le marché monétaire des États-Unis et le budget de son gouvernement. Les États-Unis et la Chine voulaient donc maintenir ce type de partenariat, au prix de la création d'un déséquilibre mondial à long terme. Aujourd'hui, tous deux veulent se tourner vers un modèle de croissance alternatif, mais la tâche ne sera pas facile. Le gouvernement chinois est très préoccupé par la baisse continue de la valeur des réserves étrangères de la Chine, mais la vente des ses bons du trésor

étasuniens n'est pas une option possible. Le partenariat a tellement imbriqué les deux économies, que la vente de ces réserves par la Chine se muerait en catastrophe pour les deux partenaires.

## **Des règles cachées pour un agenda caché**

Arrighi applaudit le modèle chinois pour son « accumulation sans dépossession », mais cette image n'est qu'à moitié vraie. Si les paysans conservent leur petit lopin de terre face à l'industrialisation galopante — dont nous avons pris conscience depuis longtemps [24] — il ne faut pas oublier que leur droit de cultiver un lopin de terre, s'accompagne d'un lourd tribut sous forme de taxes et d'impôts, dont le montant a atteint un tel niveau dans les années 1990 et jusqu'en 2006 qu'il a conduit virtuellement les paysans à la faillite. Le problème des « ciseaux » (la relation inverse entre les prix des produits industriels et agricoles) a été le coup de grâce. Les paysans se sont retrouvés sans épargne ni liquidités. Les millions de migrants ruraux ont commencé à affluer dans les villes à la recherche d'un emploi pour finir sous le joug d'une exploitation brutale par les capitalistes. C'est la dépossession masquée, qu'Arrighi n'a pas prise en compte. À la liste des dépossessionnaires s'ajoutent les 100 millions d'entreprises étatiques avec leurs travailleurs : en perdant leur statut de propriétés collectives, ces entreprises se sont transformées en sociétés par actions.

Pour le moment les lopins de terre des paysans restent leur propriété, mais aucune garantie n'existe à ce sujet. Après la privatisation des entreprises d'État et de la propriété foncière urbaine, la bureaucratie et la nouvelle classe possédante se tournent vers la troisième vague de privatisation, la privatisation de la propriété rurale. Alors que les dirigeants du PCC n'ont pas osé affronter une rébellion en s'attaquant à ce sujet, les néolibéraux, au service des dignitaires locaux et des élites financières, font continuellement pression sur le gouvernement dans ce sens.

Dans le but de passer à une croissance guidée par la demande interne, la Chine ne nécessite rien de moins qu'une redistribution des richesses. La bureaucratie capitaliste et son partenaire mineur, les capitalistes privés, ne permettraient pas sans combattre qu'une part de leurs profits revienne aux travailleurs, sans tenir compte de la rhétorique d'augmentation significative des bas salaires. Tandis que l'État-parti dispose de plus de leviers et de puissance dans la gestion de la crise économique que dans de nombreux pays, l'intérêt de la bureaucratie pour elle-même sert à renforcer les avantages dont elle dispose. Rechercher à travers une substantielle redistribution des richesses, un rééquilibrage de l'économie à long terme, dans le but de renforcer le marché intérieur est une préoccupation totalement négligée, même s'il est possible à court terme, de contenir partiellement les effets de la crise grâce à un renforcement de l'intervention de l'État. Il est même concevable que l'expansion économique de la Chine perde malgré l'étroitesse du marché intérieur, en exportant le problème cette fois-ci vers les pays émergents aux dépens des travailleurs de ces pays.

Les dirigeants chinois ressemblent à bien des égards à la junte coréenne, mais à une échelle dix fois supérieure : un régime autoritaire qui soutient activement l'accumulation rapide et l'exportation aux dépens des travailleurs en déniait les principes de base des droits civiques et des droits des travailleurs [25]. Pour Naomi Klein, le régime chinois est comparable au Chili de Pinochet : une économie libérale combinée à un contrôle politique autoritaire, renforcé par une répression sans faiblesse [26] En maintenant une autorité sans faille, la crise financière renforce encore plus la confiance en soi du PCC [27].

Pourquoi l'image réelle de la Chine reste-t-elle invisible pour un si grand nombre de gens ? Une des raisons est qu'ils prennent trop à la lettre la rhétorique de la bureaucratie et qu'ils croient en la réalité de la politique officielle de la Chine basée sur l'éradication de la pauvreté, l'amélioration du revenu des paysans, l'adoption de lois sociales protégeant les travailleurs. Ils ne sont apparemment pas conscients du fait que les lois écrites ne sont pas nécessairement contraignantes. Depuis les années 1950, la bureaucratie chinoise est gouvernée par toute une série de règles secrètes non écrites, ce qui était déjà vrai depuis deux mille ans, quand la Chine était dirigée par une bureaucratie professionnelle avec l'empereur au sommet. Dans l'introduction d'un essai sur les lois « Zhongguo fazhi shi » ou « Histoire des Lois en Chine », l'auteur admet que « aujourd'hui derrière le paravent des lois écrites, survivent obstinément certaines règles non écrites, qui pour la plupart sont l'héritage de traditions millénaires. Peu importe qu'elles vous plaisent ou non, peu importe qu'elles soient progressistes ou régressives, elles existent objectivement et elles fonctionnent. » [28]

Le but des règles cachées est évident : elles sont au service du programme caché de la bureaucratie, pour être plus clair, son propre enrichissement.

Un troisième élément dans la politique de la bureaucratie est le guanxi [29], qui est un concept central pour comprendre la politique en Chine. Ce concept désigne le réseau personnel d'influences, mais il faut davantage l'appréhender comme une relation patron-client, voire même comme un réseau mafieux. La bureaucratie chinoise est pratiquement organisée en cliques qui s'affranchissent des lois et des règlements, voire même du pouvoir des administrations centrales. Cette bureaucratie constitue l'obstacle majeur à tous les niveaux de l'administration et de l'application de la loi.

La révolution de 1949, malgré son succès, est également déformée en profondeur par la bureaucratie et a reconstruit une bureaucratie toute puissante. Partiellement grâce à sa longue tradition de politique bureaucratique — programme secret, règles cachées et guanxi — la bureaucratie est capable de déconstruire n'importe quelle contrainte réglementaire établie par la révolution et la Constitution et, en fin de compte de se transformer en une nouvelle classe d'exploiteurs. Ceci ne nie pas la possibilité de réformes dans le futur, mais aucune réforme significative menée par l'État-parti n'est concevable sans un bouleversement social. Les travailleurs ont déjà résumé leurs expériences en un mot : Grandes luttes, grandes victoires ; petites luttes, petites victoires ; pas de lutte, aucune victoire.

## **La Chine va-t-elle s'éveiller ?**

Avec la perspective de l'effondrement de l'économie de marché, il ne fait aucun doute que l'État chinois à parti unique dispose d'avantages certains par rapport aux États-Unis et à la Grande-Bretagne pour imposer des contre-mesures. Au final la Chine peut tirer profit de cette situation pour s'imposer comme une des plus grandes puissances si aucun changement social n'intervient dans l'État à parti unique. Ce ne serait pas seulement un désastre pour les travailleurs chinois, mais également pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale, car le capitalisme enrégimenté à la chinoise pourrait devenir le modèle mondial d'exploitation des travailleurs.

Cependant la future suprématie du capitalisme enrégimenté à la chinoise, n'est pas une fatalité. Pour hégémonique qu'il soit, l'État-parti fonctionne également de manière contradictoire. Il est efficace pour contrôler la population mais il perd progressivement le contrôle de lui-même. Il ne peut contrôler sa propre voracité, ni sa corruption, ni même sa taille. Depuis des décennies, le nombre de fonctionnaires n'a fait que croître malgré les directives contraires répétées du gouvernement central. Le scandale du lait frelaté n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de l'importance de la corruption, qui se traduit par une méfiance et une haine profonde de la population pour les responsables gouvernementaux, la désintégration du tissu social amenant un nombre croissant de citoyens au bord de la rébellion. Le ressentiment envers les responsables officiels est tel que la moindre altercation dans la rue peut rapidement dégénérer en affrontement entre la police et une foule importante [30]. En un mot, la répression se retourne contre l'État. Cette situation complique singulièrement le transfert du fardeau de la crise économique des épaules de l'État sur le dos des travailleurs. En résumé, la future direction de la Chine sera déterminée par une confrontation sociale permanente entre les possédants et les dépossédés.

La situation actuelle ne laisse cependant aucune place à l'optimisme. La bourgeoisie privée n'est qu'une excroissance de la bureaucratie. Les intellectuels continuent la dérive vers la droite. Les libéraux ressemblent davantage à des néolibéraux [31]—, et nombreux sont ceux qui savent que la nouvelle gauche a terminé sa mutation vers le nationalisme, certains de ses membres en étant même au point de faire l'apologie de l'État-parti monolithique pour hier et pour aujourd'hui [32]. La jeunesse semble bien meilleure. Un commentaire publié sur Internet en réponse au prochain 90e anniversaire du Mouvement de 4 mai, un mouvement de jeunes en 1919 qui aspiraient à la liberté individuelle, à la démocratie et à la renaissance nationale, reflète bien la profonde apathie politique de la jeunesse actuelle. « Les jeunes ne se préoccupent que de leur intérêt personnel et l'idée du 4 mai est maintenant totalement obsolète. » Les diplômés de l'enseignement supérieur font l'expérience de la mobilité sociale descendante parce que l'inflation galopante ne s'accompagne pas de créations d'emplois. Mais il ne leur vient pas à l'esprit de s'unir avec la classe ouvrière comme l'ont naguère fait les étudiants coréens. Le choc sur les esprits de la répression exercée par le PCC en 1989, est toujours ressenti aujourd'hui.

## **Perspectives du mouvement ouvrier**

Cependant, un aspect positif du rétablissement du capitalisme en Chine, par opposition à ce qui s'est passé dans l'ancien bloc soviétique, est l'accélération de l'industrialisation. Grâce à ce mouvement, le nombre de salariés croît continuellement en Chine pour représenter maintenant la moitié des travailleurs et un quart des salariés dans le monde. Leur position centrale dans le système de production et de

distribution leur donne potentiellement une force sociale extraordinaire, la seule force capable d'arrêter et finalement de changer radicalement la direction vers laquelle se tourne la Chine d'aujourd'hui. Pour le moment, ils constituent encore une classe « en soi ». Il n'y a pas de mouvement ouvrier au sens strict. L'ACFTU (All China Federation of Trade Unions – Fédération pan-chinoise des syndicats) est essentiellement un composant de l'appareil d'État et une de ses missions consiste à monopoliser le droit de créer des syndicats. Bien que l'ACFTU ait joué nécessairement un rôle de coercition jusqu'à présent, par exemple en mettant en œuvre la planification de la fécondité (en délivrant des « permis de grossesse » aux travailleuses comme preuve indispensable de « grossesse légale »), l'époque de Mao et l'époque de Deng sont très différentes. Avant la réforme, les syndicats officiels étaient également responsables de l'attribution des appartements aux travailleurs et de la validation de leurs frais médicaux. Ce sont des pouvoirs considérables. Malheureusement ces avantages ont disparu à la faveur du rétablissement du système capitaliste, du marché du travail, et l'ACFTU a virtuellement perdu toutes ses fonctions de défenseur du bien-être social.

La tendance est à la suppression du contrôle direct des syndicats locaux et nationaux par l'AFCTU et à la transformation des directions syndicales en outils au service des nouveaux patrons. Dans les entreprises privées, les syndicats maisons ne sont qu'une simple formalité et il est courant de voir que le rôle de président de ces syndicats est tenu par le directeur du personnel. Il n'est donc pas surprenant de voir que la part des salaires dans le produit national est descendue à un aussi faible niveau malgré la présence du président de l'ACFTU dans le bureau politique du Parti Communiste Chinois et malgré ses 193 millions de membres. L'ACFTU ne lance jamais de mot d'ordre de grève contre l'État ou les patrons, quelle que soit la manière dont les travailleurs sont traités [33].

Depuis 2006, en prenant Walmart pour cible, l'ACFTU semble mener une politique plus volontariste dans l'organisation des travailleurs, ce que les syndicats d'autres pays peuvent percevoir comme un signe encourageant. En réalité, deux ans après la tentative d'organisation chez Walmart, le responsable du syndicat maison de Walmart à Nanchang, Gao Haitao, a été forcé à démissionner du syndicat et de l'entreprise non seulement parce que le patronat court-circuitait le syndicat dans la négociation de la convention collective, mais également parce qu'au niveau national, l'AFCTU avait en pratique soutenu la direction en rendant les choses difficiles pour Gao. Profondément déçu et frustré, Gao a également quitté Nanchang.

L'affaire Ole Wolff est un autre exemple de la manière utilisée par l'AFCTU pour étouffer le syndicalisme et la base. Ole Wolff est une société danoise qui détient une usine électronique à Yantai, dans la province de Shangdong. En 2006, les ouvrières ont décidé de fonder un syndicat dans l'entreprise après une grève contre des réductions de salaire et des licenciements. Cette initiative s'est heurtée à l'hostilité de l'AFCTU locale même si, en fin de compte, les ouvrières ont réussi à faire enregistrer la création du syndicat. En deux ans, le patron a licencié les neuf dixièmes des ouvrières dont la presque totalité de la direction syndicale, sans que l'AFCTU ne lève le petit doigt. Le syndicat de l'entreprise, d'une manière totalement innovante en Chine, écrit au syndicat danois 3F pour demander sa solidarité et obtint une réponse positive. 3F fit pression sur la direction de l'entreprise pour qu'elle indemnise six représentants du personnel qui avaient été licenciés, mais ne parvint pas à contraindre la société à négocier avec le syndicat de l'entreprise. Vers la fin de l'année 2008, l'AFCTU félicita la société pour son respect de la réglementation alors même que c'était complètement faux [34].

Dans la province de Guangdong, sont maintenant disséminés des centres d'aide juridique aux travailleurs, certains créés depuis Hongkong, d'autres à partir d'initiatives locales. Ces centres sont souvent enregistrés avec des sociétés commerciales comme seuls propriétaires, car ils ne peuvent espérer en aucun cas obtenir une licence d'exploitation d'une association de travailleurs. Ces centres sont si vulnérables que nombre d'entre eux préfèrent éviter de fonctionner dans des régions industrielles car les autorités locales détestent l'idée de leur permettre de rencontrer directement les travailleurs. « Dagongzhe », ou Travailleurs, était un centre de travailleurs situé dans la région industrielle de Shenzhen. Le responsable de ce centre, Huang Qingnan, a été sérieusement blessé l'année dernière à la suite d'une agression au couteau menée par des gangsters, après que le centre a fait l'objet de pressions répétées. [35]

En plus des centres pour travailleurs, il existe des heilüshi, ou « juristes aux pieds nus », qui sont souvent des autodidactes sans aucun droit de pratiquer une quelconque profession d'auxiliaire de justice. Certains d'entre eux sont eux-mêmes des travailleurs qui sont devenus familiers du droit du travail après des années d'engagement dans des actions juridiques contre leurs patrons. En général les centres pour travailleurs comme les « juristes aux pieds nus » rencontrent l'hostilité de l'AFCTU provinciale qui voit en

eux des auteurs de troubles et des adversaires potentiels. En un seul point, dans la ville Guangdog, l'ACFTU a ouvert un centre officiel pour travailleurs avec le même nom qu'un autre centre, fondé bien avant par des citoyens ordinaires, afin de concurrencer ce dernier. En 2007, l'AFCTU locale de Shenzhen s'est alliée au gouvernement local pour s'attaquer au centre pour travailleurs et aux « juristes aux pieds nus » de la ville. Après les bâtons, les carottes : L'AFCTU de Shenzhen a coopté soixante de ces « juristes aux pieds nus » à condition qu'ils s'engagent à ne pas entrer en contact avec la presse étrangère et à ne pas rechercher le financement d'associations étrangères [36].

Il existe cependant des raisons plus profondes que la répression d'État, à la difficile naissance du mouvement ouvrier. D'abord et avant tout, la profonde division de la classe ouvrière en deux catégories, le secteur d'État et les travailleurs migrants venus des campagnes. Cette division est si profonde que non seulement il n'y a pas de luttes communes, mais également aucun échange d'idées et de très rares mariages entre catégories. Bien que les travailleurs migrants n'aient pas fait l'expérience [débilitante] de la liquidation des entreprises étatiques, ils ne possèdent pas non plus de mémoire collective en tant que classe. Ce sont des nongmingong, littéralement des ouvriers-paysans, plus paysans qu'ouvriers, non parce qu'ils labourent effectivement la terre (en fait plutôt rarement pour la plupart), mais parce que le système hukou [des permis de résidence] agit comme une sorte d'apartheid social, qui les empêche de faire venir leur famille en ville et d'y établir leurs racines. Quelle que soit la durée de leur séjour dans les villes, ils savent que ce séjour est temporaire. Il est donc difficile dans ces conditions de forger une conscience de classe.

Mais ils ne sont pas entièrement passifs pour autant. Les travailleurs migrants ruraux ont déclenché de nombreuses grèves spontanées contre leurs patrons et contre les autorités locales. Ces grèves spontanées sont souvent partiellement victorieuses et elles sont si fréquentes que l'interdiction de facto de la grève par les autorités locales [37] a depuis longtemps disparu avec pour conséquence l'obligation pour le gouvernement local d'apprendre à vivre avec cette réalité.

S'organiser reste cependant toujours difficile et, sans organisation, la résistance ouvrière reste fragmentée et inefficace pour mener à une substantielle redistribution des richesses ou à la confiance dans une résistance collective. L'étape suivante de la lutte sera probablement une lutte pour défier l'interdiction des organisations. Comment interviendra-t-elle ? Nul ne peut le prédire aujourd'hui. Les luttes spontanées des travailleurs ont atteint le résultat inattendu de former de petits cercles de militants individuels et à partir de ce milieu a pu se forger un réseau de militants distendu ou parfois un peu plus intégré. Les patrons comme les autorités doivent vivre avec cette situation tant que les militants restent capables de combiner courage et prudence. L'initiative de création d'organisations ne se limite pas au monde du travail. Dans la récente affaire du lait contaminé, les victimes ont pratiquement fondé leur propre organisation en faisant entendre leur voix et jusqu'à présent, les gouvernements locaux se sont contentés de les harceler sans oser les disperser de peur que de telles actions ne mènent à une explosion de mécontentement social. Il ne s'agit encore que de cas individuels, mais la crise économique actuelle crée des possibilités supplémentaires pour les militants de développer un réseau dense à défaut de créer des organisations officielles.

Un autre obstacle sera cependant plus difficile à franchir : le socialisme est profondément discrédité. Dès qu'on parle de socialisme à un militant ouvrier, sa réponse est souvent la même : comment bâtir quoi que ce soit de neuf sur les vieux débris du parti communiste ? Bien sûr le degré de cynisme par rapport au socialisme est différent selon les industries et les régions, mais l'indifférence générale pour la politique de gauche est trop évidente pour être niée. Peut-être faudrait-il l'impulsion de victoires de la gauche dans certains pays pour revitaliser la crédibilité du socialisme en Chine.

Le parti d'État en Chine est bien plus fort que le régime de Soeharto en Indonésie à la veille de 1997, mais même si le scénario d'un effondrement soudain, comme en Indonésie, n'est pas très vraisemblable, il persiste un espoir d'une expansion graduelle d'associations civiles et d'organisations ouvrières. Les militants doivent apprendre la patience dans cet affrontement à long terme entre les possédants et ceux qui n'ont rien. À cela il faut ajouter, avec l'absence de liberté d'expression, qu'il est très difficile pour les commentateurs chinois comme étrangers de savoir quelle est la situation réelle en Chine. Ainsi, toute évaluation de l'évolution future de la Chine est obligatoirement plus spéculative que scientifique. Nous devons nous préparer à des chocs spectaculaires dans les mois et les années qui viennent.

**Hongkong, le 3 septembre 2009**

**Traduit de l'anglais en français par Antoine Dequidt pour Inprecor. La version originale (chinoise)**

date du 1 avril 2009. Cet article a été publié une première fois en anglais dans le numéro de l'été 2009 du périodique américain New Politics (version aussi disponible sur ESSF). Paru en français dans Inprecor n° 555, novembre 2009 dans une traduction légèrement révisée qui prend en compte la correction de deux erreurs de traduction et d'une erreur mineure dans les notes de bas de page constatées dans la version anglaise. Quelques petites corrections ont ensuite été apportées dans le texte tel que mis en ligne sur ESSF, par rapport à la version d'Inprecor.

**Au Loong-yu est militant du mouvement altermondialiste à Hongkong. Il a participé à l'équipe de rédaction de Globalization Monitor (1999 à 2009) et fait maintenant partie de la rédaction de China Labor Net.**

[1] The Economist, 15 novembre 2008.

[2] Le taux officiel actuel de 4 % est généralement considéré comme peu fiable. Selon l'Académie Chinoise des Sciences Sociales, le taux réel atteint 9,4 %. Mais ce taux même est une sous-estimation car il ne prend pas en compte les travailleurs migrants qui sont retournés dans leurs villages d'origine.

[3] Elle exacerbe d'ores et déjà le problème de l'insuffisance de surfaces agricoles pour tout le monde dans les zones rurales ce qui signifie qu'une partie des travailleurs migrants n'ont pas le moindre revenu de remplacement.

[4] China's New Business Elite, Margaret Pearson, p.4, University of California Press, 1997.

[5] A brief history of neo-liberalism, Chapitre cinq, Oxford, 2005.

[6] Cf. sur ESSF : Au Loong-yu, Chine : défi mondial, réponse nationale.

[7] Pour rassurer la bureaucratie, un temps perturbée par le glissement temporaire de Jiang Zemin vers la « gauche » — sous la pression d'un autre dirigeant important, le « conservateur » Chen Yun — Deng jugea nécessaire d'émettre une nouvelle directive pour mettre fin à toute controverse tendant à déterminer « si la réforme était capitaliste ou socialiste », directive qui s'ajoutait à l'appel à plus de jiefang sixiang (libération de la pensée). À tous les niveaux de la bureaucratie, ces appels furent compris comme un feu vert pour devenir capitaliste.

[8] Cette corruption s'étend à l'armée. Cette pratique a été freinée, au moins en apparence, à la fin des années 1990 car elle opposait un trop grand risque à l'existence même de l'État. Divers rapports montrent que ces sociétés naguère dirigées par l'armée, bien que vendues et déconnectées de l'armée, restent sous le contrôle indirect des plus haut gradés via les réseaux de relations de ceux-ci.

[9] Giovanni Arrighi, Adam Smith in Beijing, p. 332 et 369.

[10] « China and Socialism, Market Reforms and Class Struggle ». Monthly Review, juillet – août, 2004.

[11] C'est un discours refoulé mais qui fut rapporté à Hong-Kong l'année dernière par l'ancien directeur de l'Administration Générale de la Presse et de l'Édition, Dao Daozheng. Voir Ming Pao, 14 octobre 2008.

[12] Avant la Révolution culturelle, les salaires au sommet de la hiérarchie étaient 30 fois supérieurs à ceux du plus bas niveau de l'encadrement. Après la Révolution culturelle ce facteur avait été ramené à une valeur comprise entre 14 et 19. Voir du même auteur Tantan Pingjunzhuyi he Daguofan (« Sur l'Égalitarisme et le Daguofan »), 1994.

[13] Les partisans de la nouvelle gauche essaient de défendre le tableau idyllique d'une Chine égalitaire pendant la période de Mao. À côté de la distorsion des faits, le talon d'Achille de leur argumentation est que cette bureaucratie limite ses investigations à la partie purement économique de l'égalité, oubliant au passage que l'égalité politique est un critère plus fondamental encore d'évaluation de tout mouvement d'émancipation des travailleurs.

[14] L'approche était identique en ce qui concerne l'Union Soviétique. « La bureaucratie soviétique est allée loin dans la préparation d'une restauration de la bourgeoisie... Les privilèges n'ont que la moitié de leur valeur s'ils ne sont pas transmissibles aux enfants... La victoire de la bureaucratie dans cette sphère décisive verrait sa conversion en une nouvelle classe possédante. » Leon Trotsky, La Révolution trahie, chapitre neuf.

[15] <http://legaldaily.com.cn/2007shyf/2>

[16] China Economy Quarterly Update, février 2007, Bureau de Pékin de la Banque Mondiale, p.6.

[17] « Tigao laodong baochou, zheli yu zhuci fenpei » (« Augmentation de la compensation du travail, concentration sur la distribution initiale »), par Wang Lianli, Xianggang Chuanzhen (Hong Kong Fax), édité par research department of Citic Pacific, n° 2007-90, p.8.

[18] Rebalancing China's Economy (Rééquilibrage de l'économie de la Chine), He et Kuijs, World Bank China Research paper, n° 7.

[19] The Economists, A Workers' Manifesto for China, 11 octobre 2007.

[20] China International Economic Consultants Co. Ltd, <http://www.chinavista.com/business/>

[21] Voir sur ESSF : Preliminary Report on China's Going Global Strategy – A Labour, Environment and Hong Kong Perspective

[22] <http://www.bjreview.com/print/txt/>

[23] Malgré le tsunami financier qui a remis le néolibéralisme en question, le Conseil de l'État a simplement dévoilé son plan pour faire de Shanghai une place financière internationale d'ici 2020, les seuls préalables posés étant le relâchement du contrôle sur le capital et la convertibilité du yuan. Ce projet n'a rien de la construction d'une alternative populaire à la mondialisation conduite par les États-Unis ni d'un appel du gouvernement chinois à la création d'un nouveau système international de réserve monétaire permettant de remplacer le dollar. China eyes eastern metropolis for economic boost, 25 mars 2009. <http://news.xinhuanet.com/english/>

[24] Voir sur ESSF : Au Loongyu, The Post MFA era and the rise of China. Il est intéressant de constater qu'Arrighi a cité cette partie de l'article dans son livre, en y voyant une preuve que la Chine reste socialiste, alors même que l'article défend la position exactement opposée, bien que la réalisation de la réforme foncière reste intacte en tant que fruit de la révolution, de nombreuses autres réalisations de la révolution ont été détruites et la Chine est incontestablement capitaliste. Voir Arrighi, op. cit., p. 370.

[25] Mis à part le fait que la Corée s'est opposée aux investissements étrangers au moment de son industrialisation, ce qui

est en contraste total avec l'expérience chinoise.

[26] Naomi Klein, *The Shock Doctrine*, p. 185 (La stratégie du choc).

[27] En mars, Wu Bangguo, Président du Comité Permanent du Congrès National du Peuple a indiqué au Congrès que jamais la Chine ne copiera simplement le système des pays occidentaux ni n'introduira un système à plusieurs partis qui se partagerait tour à tour les rennes du pouvoir. <http://www.china.org.cn/government/>

[28] Lian Yizheng, Rédacteur en chef du Hong Kong Economic Journal, 21 juillet 2008. En 2001 un auteur appelé Wu Si, a écrit un livre intitulé, *Qian Guize : Zhongguo lishi zhong de zhenshi youxi*, (littéralement « Les Règles Cachées : Le Jeu Réel dans l'Histoire de la Chine ») qui traite de ce sujet. Les raisons de son succès reposent moins sur une découverte toute récente — le phénomène n'est pas neuf pour une personne informée — que sur le fait que les lecteurs ont le sentiment que les gens préfèrent utiliser le passé pour dénigrer le présent.

[29] En saisissant *guanxi* dans Google on trouve plus d'un million d'entrées. Les livres spécifiquement écrits sur *guanxi* sont également nombreux et souvent considérés comme une lecture incontournable pour faire des affaires en Chine.

[30] En 2008, les autorités ont été choquées quand des internautes ont applaudi un forcené cerné par la police après avoir abattu six policiers.

[31] La Charte 2008 appelle formellement à la privatisation des terres agricoles. Pour plus d'information, voir sur ESSF : *Charter 08 : A Human Rights Charter that Excludes the Working People* (Une charte des droits de l'homme qui exclut les travailleurs). [32] Par exemple, le militant très connu de la nouvelle gauche, Gan Yang, a écrit dans *Dushu* qu'il attache le même prix à l'héritage de Confucius, Mao Zedong et Deng Xiaoping, voyant en ceux-ci la succession de trois grandes figures de la culture chinoise, que la plupart des cadres se préoccupent fortement du sort des classes inférieures, qu'il est faux de dire qu'une alliance des élites a permis leur propre consolidation en excluant consciemment les pauvres. Voir *Dushu*, juin 2007.

[33] Une chose est la critique de l'AFCTU en tant que partie prenante de l'appareil répressif de l'État, une autre chose sont les tactiques adoptées par les militants face à l'AFCTU. Bien que les deux problèmes soient étroitement liés, ce sont cependant des questions différentes qu'il faut traiter séparément.

[34] Le syndicat de l'entreprise anime un blog qui relate les événements, y compris les réponses de l'AFCTU nationales au syndicat local et au syndicat danois. Pour consulter le rapport en anglais, voir sur ESSF : *Background and Follow Up on Strikes in Maersk Dongguan, China*

[35] Voir sur ESSF : Le réveil des exploités de Shenzhen (note d'ESSF).

[36] 16 décembre 2007, Xinhua Net, <http://big5.xinhuanet.com/gate/big5>

[37] Il n'existe pas d'interdiction légale des grèves. Il s'agissait d'une interdiction de fait.

# Chine: un pays, deux classes ouvrières

Par Virginia de la Sega

Par leur situation objective comme dans leur conscience, les travailleurs chinois sont profondément divisés entre ceux installés de longue date dans les villes et les migrants issus de l'exode rural. Une séparation qu'il faudra surmonter pour que la classe ouvrière puisse faire jouer sa force potentielle immense.

Il y a 60 ans, une révolution paysanne et anti-impérialiste dirigée par le Parti communiste chinois instaurait la propriété d'État des moyens de production, et assurait aux travailleurs un emploi à vie, un logement, l'accès à l'éducation et à la santé, le droit à une retraite. C'est en 1978 qu'a commencé le processus de transformation de cette économie non capitaliste, bureaucratiquement planifiée, en «socialisme de marché».

Pour avancer dans ce sens, le gouvernement a alors mené une politique double. D'un côté, il a créé les zones économiques spéciales, ouvertes aux investissements étrangers. De l'autre, il a conservé l'exploitation des entreprises d'État stratégiques, en se défaisant du reste. En 2001, 86% des entreprises d'État avaient été privatisées en totalité ou en partie, dans le cadre d'un processus de pillage ayant permis l'enrichissement de dizaines de milliers de fonctionnaires locaux. Pour les travailleurs, les conséquences ont été catastrophiques: entre 1998 et 2004, 30 millions d'entre eux se sont retrouvés au chômage sans indemnités, perdant également leurs droits à la sécurité sociale et à la retraite.

La résistance à la privatisation s'est exprimée par des grèves, manifestations et occupations d'usines, qui continuent à ce jour et prennent parfois un tour violent, comme on l'a vu à travers les événements du 26 juillet 2009 à l'aciérie Tonghua Steel. Celle-ci ayant essuyé des pertes en 2008, la Commission d'administration et de supervision des entreprises de l'État (Casee) décida de la privatiser, après avoir accordé au gérant un bonus de 438000 dollars US (tandis que les retraités de cette usine touchent 29 dollars par mois). Lorsque les ouvriers ont appris la nouvelle, ils ont fait irruption dans l'usine et ont frappé le gérant à mort. La presse chinoise a alors accusé la Casee de ne pas défendre les intérêts des travailleurs. Peu après, elle saluait la décision du gouvernement de freiner la privatisation. De même, la privatisation de l'entreprise Henan Linzhou Steel & Iron Group a été stoppée après que ses ouvriers se sont, au mois d'août, violemment confrontés à la police.

Le gouvernement étant également préoccupé par les réactions des travailleurs face aux nombreux abus des entreprises, il a promulgué en juin 2007 la Loi sur le contrat de travail (LCT), entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Issue d'un processus de consultation sociale inédit, la LCT établit que le patronat doit signer un contrat de travail avec le salarié, régleme les conditions de travail et de sécurité, rend le licenciement plus difficile et oblige, lorsqu'il survient, au paiement d'indemnités. Cela a suscité les protestations de la Chambre de commerce états-unienne ainsi que de la Chambre de commerce de l'Union européenne, laquelle a affirmé que cette loi «nuira à la flexibilité de l'emploi et provoquera une augmentation des coûts», ce qui «pourrait nous contraindre à reconsidérer de nouveaux investissements et même la poursuite de nos opérations en Chine.»

Le fait que la LCT existe ne signifie pas qu'elle soit appliquée. Les patrons recourent à tout type de subterfuges pour la contourner, comme le fait de donner aux travailleurs des contrats écrits en anglais ou de les obliger à signer un second contrat en blanc. Selon le ministère des Ressources humaines, plus de 15 millions de travailleurs n'avaient pas encore de contrat de travail en 2008. Selon Shen Deyong, vice-président de la Cour suprême du peuple, la possibilité de recours légaux a cependant conduit au doublement des jugements en matière de droit du travail.

## Les travailleurs migrants

L'existence d'une population qui se déplace à l'intérieur du pays à la recherche de travail est en Chine un phénomène traditionnel, mais les dimensions qu'il a prises inquiètent les autorités. Depuis 1958, lorsque le «registre de naissance» mentionnant la classe sociale d'appartenance est devenu obligatoire, aucun habitant ne peut librement et légalement quitter sa résidence d'origine, le hukou. À partir de ce moment, et jusqu'aux débuts de la réforme économique, la ville est devenue pour les ruraux une sorte d'Eden hors

d'atteinte.

L'application de la réforme économique à la campagne, avec pour conséquences la disparition de nombreuses communes rurales, une mécanisation et une rationalisation du travail, l'utilisation de terres de culture pour la construction de logements, a produit des millions de chômeurs. Au même moment, dans les villes, la réticence des jeunes à accepter des emplois pénibles et mal payés créait une pénurie de main-d'œuvre. Au paysan au chômage et ne disposant que d'un bas niveau d'éducation, la ville offrait un salaire double de celui qu'il pouvait toucher à la campagne. Pour les patrons, les migrants sont alors devenus l'incarnation d'un rêve: leur salaire était moitié moins élevé que celui des travailleurs urbains enregistrés et, placés sous la menace permanente d'une expulsion et d'un renvoi à la campagne, ils ne pouvaient exiger aucun des droits des travailleurs légaux. À mesure que l'exode rural s'accroissait, grandissait aussi la disparité entre les revenus de la campagne et ceux de la ville. Selon l'Académie chinoise des sciences sociales, leur rapport était en 2007 de 1 à 3,27.

Entre 1978 et 2006, la population urbaine est passée de 18% à 43,9%. Les migrants constituent le tiers de la population de Pékin et de la province industrielle du Zhejiang (capitale Hangzhou). À Shenzhen, 12 des 14 millions d'habitants sont des migrants.

La situation des migrants s'est améliorée à partir de 2003, lorsque le Conseil d'État les a reconnus en tant que travailleurs, en leur accordant les mêmes droits qu'aux travailleurs urbains. Parallèlement, la Fédération des syndicats de Chine – officielle – a lancé parmi eux une campagne de syndicalisation, en développant des syndicats composés uniquement de migrants. Début 2008, 62 millions de migrants (la moitié selon les chiffres officiels) appartenaient à un syndicat. En réalité, leur situation a cependant peu évolué. Seuls 12, 9% de ces travailleurs disposent aujourd'hui d'un contrat de travail, et 10% seulement bénéficient de droits à la sécurité sociale, dont ils ne peuvent toutefois pas faire bénéficier les familles restées à la campagne.

### **Une faiblesse et un défi**

La classe ouvrière chinoise se mobilise face aux conséquences de la crise et, ce faisant, commence à prendre conscience de sa force. Avant, les travailleurs mécontents changeaient simplement d'emploi. Aujourd'hui, ils bloquent des routes, font grève et occupent des usines malgré une répression policière très dure. Menés en dehors des syndicats officiels, les conflits prennent la forme de grèves sauvages explosant spontanément. Ils portent le plus souvent sur le paiement des arriérés de salaire, l'obtention d'indemnités de licenciement, l'amélioration des conditions de sécurité et de travail. Des revendications concernant l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail et le paiement des heures supplémentaires sont également apparues et commencent à se développer.

Le grand point faible, sur lequel jouent le patronat et le gouvernement du Parti «communiste», est la division entre travailleurs migrants et travailleurs urbains légaux, notamment du secteur d'État. Pour les premiers, les travailleurs du secteur encore étatisé sont des «privilegiés». Quant à ceux-ci, ils n'oublient pas que les autorités ont utilisé les migrants pour briser de nombreuses grèves contre les privatisations. Surmonter cette division et faire converger les luttes qui sont menées dans chacun de ces secteurs est l'un des tout premiers défis actuels de la classe ouvrière chinoise.

**Les sources utilisées pour cet article, non accessibles en français, proviennent du China Labour Bulletin ([www.clb.org.hk](http://www.clb.org.hk)) publié à Hong Kong.**

**Publié dans la Revue Tout Est A Nous n° 5, novembre 2009**

# La montée de la classe ouvrière et l'avenir de la révolution chinoise

Par Minqi Li

**Sans partager les caractérisations de l'auteur sur la période maoïste de l'histoire chinoise – considérée par lui comme étant « socialiste » - , l'absence de critique envers le « collectivisme autoritaire », « l'Etat-Parti unique » et la nécessité de combiner des mesures anticapitalistes avec une réelle démocratie socialiste, ce texte offre néanmoins des éléments forts intéressants sur les rapports entre les classes en Chine aujourd'hui et sur les perspectives économiques à moyen terme. Il se place en outre clairement sur le terrain de la nécessité d'une nouvelle révolution socialiste dans ce pays (NdT).**

En juillet 2009, les travailleurs de l'aciérie d'état Tonghua de Jilin, en Chine, ont organisé une protestation massive contre la privatisation de leur entreprise. Un an plus tard, pendant l'été 2010, c'est une puissante vague de grèves qui s'est étendue dans les provinces côtières du pays. Ces événements peuvent représenter un point d'inflexion historique. Après des décennies de défaites, de retraites et de silence, la classe ouvrière chinoise est en train de ressurgir comme une nouvelle force sociale et politique.

Quelles seront les conséquences de cette montée de la classe ouvrière chinoise pour l'avenir du pays et du monde ? La classe capitaliste chinoise parviendra-t-elle à relever le défi lancé par cette classe ouvrière en maintenant le cap de la restauration capitaliste ? Ou bien la croissance de la classe ouvrière chinoise conduira-t-elle à une nouvelle révolution socialiste chinoise qui pourrait, à son tour, ouvrir la voie à une révolution socialiste mondiale ? Les réponses à ces questions détermineront, dans une grande mesure, le cours de l'histoire mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.

## La défaite de la classe ouvrière et le triomphe du capitalisme chinois

La révolution chinoise de 1949 reposait sur la vaste mobilisation de l'immense majorité de la population chinoise contre l'exploitation des grands propriétaires terriens féodaux, des capitalistes et des impérialistes étrangers. Avec toutes ses limitations historiques, la Chine de la période maoïste méritait d'être caractérisée comme « socialiste » dans le sens où les relations de classes étaient beaucoup plus favorables pour les classes prolétaires et populaires que celles qui prévalent dans un Etat capitaliste, particulièrement dans le cas d'un pays de la périphérie ou de la semi-périphérie (1).

Malgré les acquis historiques de la période maoïste, la Chine continue à faire partie du système capitaliste mondial et s'est vue obligée d'opérer sous les lois élémentaires de ce système. L'excédent économique se concentre entre les mains de l'Etat afin de promouvoir l'accumulation du capital et l'industrialisation. Cela a, à son tour, créé les conditions matérielles qui ont favorisé les nouvelles élites bureaucratico-technocratiques qui ont exigé sans cesse plus de privilèges matériels et de pouvoir politique. Les nouvelles élites ont trouvé leurs représentants politiques dans le Parti communiste et sont devenues les « partisans du chemin capitaliste qui jouissent de l'autorité dans le Parti » (selon une phrase commune en Chine).

Mao Zedong et ses camarades révolutionnaires ont tenté de contrebalancer la tendance à la restauration capitaliste en appelant à la mobilisation des masses ouvrières, paysannes et étudiantes. Ce fut une expérience politique confuse, les ouvriers et les paysans n'étaient pas préparés à exercer directement le pouvoir économique et politique. Après la mort de Mao en 1976, les partisans de la voie capitaliste, emmenés par Deng Xiaoping, ont opéré un tournant contre-révolutionnaire et ont arrêté les leaders maoïstes radicaux. En quelques années, Deng Xiaoping a consolidé son pouvoir politique et la Chine prenait le chemin de la transition au capitalisme.

La réforme économique a commencé à la campagne. Les communes populaires furent démantelées et l'agriculture privatisée. Au cours des années suivantes, des centaines de millions de travailleurs ruraux sont devenus des travailleurs « excédentaires », rendus ainsi disponibles pour leur exploitation dans des entreprises capitalistes nationales et étrangères. La privatisation massive des entreprises fut menée à bien

dans les années 1990. Pratiquement toutes les petites et moyennes entreprises de propriété publique et quelques grandes entreprises d'Etat furent privatisées. Presque toutes furent vendues à des prix artificiellement bas ou simplement offertes. Les bénéficiaires furent les fonctionnaires du gouvernement auparavant directeurs des entreprises publiques, les capitalistes privés liés au gouvernement et les multinationales étrangères. Une importante « accumulation primitive » fut ainsi réalisée et une nouvelle classe capitaliste s'est constituée sur base du vol massif des biens de l'Etat et des biens collectifs. Pendant ce temps, des dizaines de millions de travailleurs publics et communaux furent licenciés et jetés dans la pauvreté.

La légitimité de cette nouvelle classe capitaliste fut reconnue par la direction du Parti communiste. Lors du XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti (en 2002), on a révisé ses statuts. Jusqu'alors, le Parti communiste était considéré comme l'avant-garde de la classe ouvrière, représentant les intérêts du prolétariat. Sous les nouveaux statuts, le Parti communiste se déclare un représentant des intérêts des « larges masses » et de la « majorité des forces productives avancées ». Le terme de « forces productives avancées » est largement considéré comme un euphémisme pour désigner la nouvelle classe capitaliste.

## **La montée de la classe ouvrière chinoise**

L'emploi non agricole, dans le pourcentage total de l'emploi dans le pays, a augmenté de 31% en 1980 à 50% en 2000 et il a atteint 60% en 2008 (2). D'après un rapport élaboré par l'Académie chinoise des Sciences Sociales en 2002, près de 80% de la force de travail non agricole est constituée de travailleurs salariés prolétarisés, comme les ouvriers d'usine, les travailleurs des services, les employés administratifs et les chômeurs (3). Vu que l'immense majorité des travailleurs non agricoles sont des salariés forcés de vendre leur force de travail pour gagner leur vie, la croissance rapide de l'emploi non agricole représente la formation d'une classe prolétaire massive en Chine.

L'accumulation capitaliste rapide en Chine a reposé sur l'exploitation sans pitié de centaines de millions de travailleurs. De 1990 à 2005, les revenus du travail dans le PIB se sont réduits de 50 à 37%. Le niveau moyen du salaire des travailleurs représente approximativement 5% de celui des Etats-Unis, 6% de la Corée du Sud et 40% du Mexique (4).

Depuis les années '80, près de 50 millions de travailleurs migrants se sont déplacés des zones rurales dans les villes à la recherche d'un emploi. Les produits manufacturés chinois reposent principalement sur l'exploitation de ces travailleurs migrants. Une étude sur les conditions de travail des ouvriers du delta du fleuve de la Perle (une zone qui inclut Guangzhou, Shenzhen et Hong-Kong) a révélé que près des deux tiers d'entre eux travaillent plus de 8 heures par jour et n'ont jamais de week-end de repos. Certains travailleurs ont du travailler de manière quotidiennement pendant 16 heures. Les gérants capitalistes utilisent habituellement le châtimement corporel pour discipliner les travailleurs. Près de 200 millions d'ouvriers travaillent dans des conditions dangereuses. Il y a autour de 700.000 accidents du travail graves en Chine chaque année, provoquant plus de 100.000 décès (5).

Dans le Manifeste communiste, Marx et Engels ont affirmé que la lutte de la classe ouvrière contre les capitalistes suit plusieurs étapes de développement. Dans un premier temps, la lutte est menée à bien par des travailleurs individuels contre les capitalistes qui les exploitent directement. Avec le développement de l'industrie capitaliste, le prolétariat augmente en nombre et se concentre sans cesse plus. L'organisation des travailleurs connaît une forte croissance et ils commencent à former des syndicats pour lutter contre les capitalistes en tant que catégorie collective. La même loi s'opère dans la Chine d'aujourd'hui. Du fait que de plus en plus de travailleurs migrants s'établissent dans les villes et se voient de plus en plus comme des travailleurs salariés au lieu de paysans, une nouvelle génération de prolétaires avec une conscience de classe est en train de surgir. Tant les documents officiels du gouvernement que les médias reconnaissent aujourd'hui cette montée de la « deuxième génération de travailleurs migrants ».

D'après les données présentées par les médias chinois, il y a aujourd'hui près de 100 millions de travailleurs migrants de seconde génération, nés après 1980. Ils se sont installés dans les villes peu de temps après avoir terminé leurs études secondaires ou l'école moyenne. La majorité de ces personnes n'a aucune expérience dans la production agricole. Ils s'identifient plus avec la ville qu'avec la campagne. En comparaison avec la « première génération », les travailleurs migrants de la seconde génération ont tendance à avoir une meilleure éducation et de plus grandes attentes d'emploi, ils demandent de meilleures conditions de vie matérielles et culturelles et sont moins disposés à tolérer les dures conditions de travail en vigueur (6).

Pendant l'été 2010, des dizaines de grèves se sont produites en Chine dans l'industrie automobile, électronique et textile, ce qui a forcé les capitalistes à accepter des augmentations salariales. Les principaux chercheurs chinois sont préoccupés par la possibilité que la Chine serait entrée dans une nouvelle période de grèves qui provoquerait la fin du régime de main d'œuvre bon marché et menacerait la « stabilité sociale » (7).

C'est le développement capitaliste lui-même qui est en train de préparer les conditions objectives qui favorisent la croissance des organisations ouvrières. Après plusieurs années d'accumulation rapide, l'armée de réserve massive de main d'œuvre bon marché dans les zones rurales de Chine commence à s'épuiser. On s'attend à ce que le total de la population chinoise en âge de travailler (ceux qui ont entre 15 et 64 ans) arrive à son maximum en 2012, soit 970 millions de personnes, pour ensuite, graduellement, diminuer à 940 millions en 2020. Le principal groupe de personne en âge de travailler et parmi lequel se recrute la majeure partie de la main d'œuvre bon marché et non qualifiée (entre 19 et 22 ans) dans l'industrie manufacturière, diminuera drastiquement de quelques 100 millions en 2009 à plus ou moins 50 millions en 2020. Le déclin rapide de la population en âge optimale de travailler augmentera ainsi probablement le « pouvoir de négociation » des travailleurs.

Au Brésil et en Corée du Sud, depuis les années '70 jusqu'aux années '80, lorsque le taux d'emploi non agricole a dépassé les 70%, le mouvement ouvrier a surgit comme une puissante force sociale et politique. Quelque chose de similaire a lieu également en Egypte (8). Le taux d'emploi non agricole en Chine est aujourd'hui de 60%. Si cette tendance, qui s'est poursuivie de 1980 à 2008, se maintient à l'avenir avec un taux d'augmentation de l'emploi non agricole autour de 1% par an, il dépassera le niveau critique de 70% d'emploi non agricole vers l'an 2020. En tenant compte du fait que la classe ouvrière chinoise est sur le point d'émerger comme une puissante force sociale et politique en une ou deux décennies, la question clé est la suivante : quelle voie prendra-t-elle ?

La politique officielle actuelle du gouvernement chinois est de construire une société harmonieuse basée sur le compromis entre les différentes classes sociales. Des secteurs des élites au pouvoir demandent une « réforme politique » afin de diluer et de dévier le défi incarné par la classe ouvrière au travers de l'instauration d'une démocratie bourgeoise de type occidentale (9).

La classe des capitalistes chinois parviendra-t-elle à s'adapter au défi représenté par la classe ouvrière, en maintenant l'ordre sociale et économique élémentaire du système capitaliste ? Ou es-ce que le mouvement ouvrier chinois prendra le chemin d'une rupture radicale avec le système social actuel, celui de la révolution socialiste ? Les réponses à ces questions dépendent des conditions historiques objectives et subjectives.

## **L'héritage socialiste : la classe ouvrière du secteur d'Etat**

Pendant l'ère maoïste, les travailleurs chinois jouissaient d'un niveau de pouvoir de classe et de dignité inimaginables pour un travailleur moyen dans un Etat capitaliste (surtout d'un pays périphérique ou semi périphérique). Cependant, la classe ouvrière était jeune et sans expérience politique. Après la mort de Mao, la classe ouvrière est restée sans direction politique et a souffert une défaite catastrophique avec les privatisations massives des années '90. De nombreux ex-travailleurs du secteur d'Etat (connus en Chine comme les « travailleurs d'âge ») ont commencé la lutte collective contre les privatisations et les licenciements massifs. Leurs luttes ont eu un impact non seulement sur les travailleurs licenciés, mais aussi dans le secteur étatique toujours en place. Cela a contribué à élever la conscience de classe, avec un haut niveau de conscience socialiste, parmi des secteurs importants des travailleurs d'Etat.

Selon les termes d'un éminent activiste, en comparaison avec les travailleurs d'autres pays capitalistes, la classe ouvrière (du secteur d'Etat) en Chine a développé une « conscience de classe relativement complète », basée sur son expérience historique, tant dans la période socialiste que dans la période capitaliste (10).

Grâce à cette expérience historique, les luttes des travailleurs du secteur d'Etat ne se limitent souvent pas à des demandes économiques immédiates. Beaucoup de travailleurs et de militants comprennent que leur situation actuelle n'est pas seulement la conséquence de l'exploitation par des capitalistes individuels, mais aussi, à un niveau plus fondamental, le résultat de la défaite historique de la classe ouvrière dans la lutte de classe qui a mené à la victoire (temporaire) du capitalisme sur le socialisme.

Un dirigeant de travailleurs licenciés a souligné que sous le socialisme les travailleurs étaient les maîtres de l'usine, les salariés étaient frères et sœurs au sein d'une même classe, et les licenciements massifs n'existaient pas, mais qu'après la privatisation, les travailleurs sont devenus de simples salariés, ils n'étaient plus les maîtres et qu'en cela réside la véritable raison derrière les licenciements massifs. Selon ce dirigeant, la lutte des travailleurs ne doit pas se limiter à des cas individuels, ni se satisfaire de revendications particulières. L'intérêt « fondamental » des travailleurs correspond à la restauration de la « propriété publique des moyens de production » (11).

De nombreux travailleurs actuellement employés dans le secteur d'Etat sont les enfants des « travailleurs d'âge », ou ont connu une expérience de travail à leur côté, ou vivent dans les mêmes quartiers ouvriers. Ainsi, les travailleurs du secteur d'Etat d'aujourd'hui ont été influencés par les luttes des travailleurs plus âgés et par leur expérience politique. Cela a été mis en relief en 2009 avec la lutte des travailleurs de l'entreprise Tonghua Steel contre la privatisation.

Tonghua Steel est une usine métallurgique d'Etat dans la ville de Tonghua, province de Jilin. En 2005, elle a été privatisée. Sa valeur, représentant 10 milliards de Yuans, a été rabaissée à seulement 2 milliards. Jianlong, une puissante compagnie privée qui a des liens étroits avec des fonctionnaires de haut niveau à Pékin, n'a en réalité payé que 800 millions de Yuans pour rafler l'entreprise. Depuis l'acquisition par Jianlong, 24.000 des 36.000 travailleurs ont été licenciés. Les salaires des ouvriers occupants des « postes dangereux » (avec des risques élevés d'accidents du travail) ont été réduits des deux tiers. Les gérants peuvent imposer diverses sanctions et des châtiments arbitraires contre les travailleurs.

En 2007, les travailleurs ont commencé à protester. Pendant ces protestations, un ouvrier de l'ère maoïste, « Maître Wu », a émergé comme leader de la lutte. Wu a clairement indiqué aux travailleurs que la véritable question n'était pas tel ou tel problème particulier, mais bien « la ligne politique de la privatisation ». En juillet 2007, une grève générale a été organisée. Quand le principal directeur de Jianlong a menacé de licencier tous les travailleurs, des ouvriers en colère l'ont frappé jusqu'à la mort. Bien que le gouverneur de la province et des milliers de policiers armés étaient présents sur les lieux, personne n'a osé intervenir. Après ce lynchage, la province de Jilin a été obligée d'annuler son plan de privatisations.

La victoire des travailleurs de Tonghua Steel a été une grande source d'inspiration pour les travailleurs dans de nombreuses régions du pays. Les travailleurs de plusieurs usines d'acier ont également protesté en obligeant les autorités locales à geler leurs propres plans de privatisation. Les travailleurs de certaines provinces ont vu la victoire de Tonghua comme la leur et ont même été jusqu'à regretter que « trop peu de capitalistes aient été assassinés » (12).

Après des années de privatisations massives, la participation de l'Etat dans le secteur de la production industrielle en Chine s'est réduite à moins de 30%. Malgré tout, le secteur d'Etat continue à dominer dans plusieurs secteurs industriels clés. En 2008, les entreprises de propriété d'Etat et d'holding public représentaient 59% du secteur minier, 96% de l'exploitation pétrolière et du gaz naturel, 72% des raffineries de pétrole et de coke, 42% des fonderies et traitements des métaux ferreux (fer et acier), 45% des fabrications d'équipements de transport et 92% de la production et de l'approvisionnement d'énergie électrique et de chaleur (13).

Bien que les travailleurs du secteur d'Etat ne représentent plus que 20% de l'emploi industriel total, ils représentent quelques 20 millions de personnes et se concentrent dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde qui sont d'importance stratégique pour l'économie capitaliste de la Chine. Dans l'aggravation à venir de la lutte des classes, les travailleurs du secteur d'Etat, grâce à la place qu'ils occupent dans ces secteurs industriels clés, pourront exercer un pouvoir économique et politique bien plus élevé que leur nombre ne l'indique. Et, plus important encore, les travailleurs du secteur d'Etat pourront bénéficier de leur expérience historique et politique. Avec l'aide d'intellectuels révolutionnaires socialistes, ces travailleurs pourraient devenir les leaders de toute la classe ouvrière chinoise et lui offrir une « claire direction socialiste révolutionnaire ».

## **L'illégitimité de la richesse capitaliste en Chine**

Après trois décennies de transition au capitalisme, la Chine s'est transformée en passant d'un des pays les plus égalitaires au monde à l'un des plus inégalitaires. D'après la Banque mondiale, en 2005, 10% des foyers les plus riches possédaient 31% du total des revenus, tandis que les 10% les plus pauvres n'en

avaient que 2% (14). Les inégalités de richesses sont encore plus scandaleuses. Selon le « World Wealth Report » de 2006, 0,4% des familles les plus riches contrôle 70% des richesses nationales du pays. En 2006, il y avait autour de 3.200 personnes possédant des valeurs mobilières supérieures à 100 milliards de Yuans (autour de 115 millions d'euros). De ces 3.200, plus ou moins 2.900 sont des fils de hauts fonctionnaires du gouvernement ou du Parti. Leurs actifs cumulés s'élèvent à 20 billions de Yuans, ce qui représente approximativement le PIB de la Chine en 2006 (15).

Du fait des origines de la classe capitaliste chinoise, une grande partie de sa richesse provient du pillage des biens de l'Etat et des biens collectifs accumulés pendant l'ère socialiste. Cette richesse est amplement considérée comme illégitime par la population en général. D'après une estimation, pendant le processus de privatisation et de libéralisation des marchés, quelques 30 billions de Yuans de l'Etat et de biens collectifs ont été transférés dans la poche des capitalistes étroitement liés au gouvernement (16). Un récent rapport révèle qu'en 2008, les revenus du « secteur gris » (en référence à son opacité) ont atteint 5,4 billions de Yuans, soit 18% du PIB du pays.

Les auteurs du rapport pensent que la majeure partie des revenus « gris » provient de la corruption et du vol de biens publics (17). On dit de Wen Jiabao qu'il est l'un des plus riches premiers ministres du monde. Son fils est le propriétaire de la plus grande firme au capital privé. Son épouse est à la tête de l'industrie diamantaire chinoise. On estime que la famille Wen a accumulé 30 milliards de Yuans. La fortune de Jiang Zemin (ex président et secrétaire général du Parti) est estimée quant à elle à 7 milliards de Yuans et celle de Zhu Rongji (ex premier ministre) à 5 milliards (18).

La corruption généralisée n'a pas seulement gravement érodé la légitimité du capitalisme chinois, elle a aussi miné la capacité de la caste dirigeante à agir dans son propre intérêt de classe. Sun Liping, un sociologue lié au courant dominant dans le Parti, a récemment commenté que « La société chinoise est en train de se détériorer à un rythme accéléré ». Selon lui, les membres des élites gouvernantes sont entièrement motivés par leurs intérêts personnels à court terme, de sorte que plus personne n'a à cœur les intérêts à long terme du capitalisme chinois. Selon lui, la corruption est « hors de contrôle » et peut rendre les choses « ingouvernables » (19).

## **La prolétarianisation de la petite bourgeoisie**

Au cours des années '80 et '90, la potentielle petite bourgeoisie (les cadres professionnels et techniques) a été utilisée comme base sociale pour la « réforme et l'ouverture » politique pro-capitaliste. Mais l'augmentation rapide des inégalités capitalistes n'a pas seulement provoqué l'appauvrissement de centaines de millions de travailleurs, elle a aussi détruit les rêves de cette petite-bourgeoisie.

Selon les statistiques officielles, autour de 25% des étudiants universitaires chinois qui se sont diplômés en 2010 sont au chômage. Des étudiants diplômés en 2009, 15% sont sans emploi. Les universitaires qui ont un emploi doivent souvent accepter un salaire qui n'est pas plus élevé que celui d'un travailleur migrant non qualifié. On dit que près d'un million de diplômés universitaires appartiennent aux dénommées « tribus de fourmis ». Autrement dit, qu'ils vivent dans des quartiers périphériques des villes les plus importantes de Chine (les cités dortoirs) (20). L'augmentation des coûts du logement, de santé et d'éducation ont encore plus miné la situation économique et sociale de l'actuelle petite bourgeoisie chinoise, ce qui l'a forcée à renoncer à son aspiration à atteindre un niveau de vie de type « classe moyenne ». Un diplômé universitaire a publié ses idées sur Internet concernant sa « vie misérable » (21). Après un an de travail, il a découvert qu'il ne pouvait pas se permettre le luxe d'acheter un appartement, de se marier ou d'élever un enfant. Ce jeune s'est demandé ; « Pourquoi avoir une fiancée ? Pourquoi avoir un enfant ? Pourquoi dois-je aider mes parents ? Nous allons changer de philosophie. Si nous ne nous préoccupons pas de nos parents, que nous ne marrions pas, n'avons pas d'enfants, n'achetons pas d'appartement, ne prenons pas l'autobus et ne tombons pas malade, n'avons pas de loisirs, ni n'achetons de la nourriture... alors nous aurons véritablement atteint une vie heureuse. La société nous rend fous. Nous ne pouvons pas satisfaire certaines des plus simples nécessités élémentaires. Es-ce que nous nous trompons ? Nous ne voulons que survivre » (22). Ainsi, dans la mesure où de plus en plus de petits bourgeois se prolétarianisent du fait de leurs conditions économiques et sociales, un nombre croissant de jeunes est en train de se radicaliser politiquement.

Dans les années '90, la gauche politique était pratiquement inexistante en Chine. Cependant, au cours de la première décennie de ce siècle, elle a connu une forte croissance. Trois sites web de gauche ; « Wu Zhi Xiang » (l'Utopie), « Le Drapeau de Mao Zedong », et le Réseau des travailleurs de Chine, ont gagné une

influence nationale. Certains des principaux sites web officiels, tels que « Renforcement du Forum Pays », un site d'actualité lié au journal du Parti, le « Quotidien du Peuple », sont dominés par des messages aux tendances politiques de gauche.

Le 9 septembre et le 26 décembre 2010, les travailleurs de dizaines de villes et les étudiants de près de 80 universités et collèges dans toute la Chine ont organisé des réunions pour commémorer Mao Zedong, souvent en opposition aux autorités locales. Le Jour de l'An chinois, le 9 février 2011, près de 700.000 personnes ont visité la ville natale de Mao, Shaoshan, dans la province du Hunan (23). En tenant compte du contexte politique actuel en Chine, ces commémorations spontanées représentent effectivement des protestations anticapitalistes massives.

## **La limite du capital est le capital lui-même**

Le modèle chinois d'accumulation du capital a reposé sur un ensemble de facteurs historiques : exploitation sans pitié d'une main d'œuvre bon marché à grande échelle et exploitation massive des ressources naturelles avec la dégradation consécutive de l'environnement, dans un modèle de croissance qui dépend de l'expansion des exportations vers les marchés des principaux pays capitalistes. Aucun de ces facteurs n'est soutenable à moyen terme.

Comme les économies européennes et étatsuniennes sont paralysées et que la crise pourrait s'aggraver à l'avenir, la Chine ne peut plus dépendre des exportations pour tirer sa croissance économique. D'autre part, il est largement reconnu que le taux d'investissement excessivement haut en Chine a conduit à une capacité de production excédentaire et a contribué à une pression insoutenable sur les énergies et les ressources naturelles. La chute des taux de retour sur le capital investi peut amener un effondrement de l'investissement et à une grande crise économique. Ainsi, l'économie chinoise doit se « rééquilibrer » sur elle-même, en promouvant la consommation interne (24). Mais, comment y parvenir sans toucher aux intérêts élémentaires de la classe capitaliste chinoise ? Actuellement, la consommation des foyers représente autour de 40% du PIB, la consommation gouvernementale 10%, l'excédent commercial 5% et l'investissement 45%. Les revenus des paysans et des travailleurs représentent ensemble autour de 40% du PIB. En conséquence, les revenus de la classe ouvrière coïncident plus ou moins avec la consommation totale des foyers (25). Si l'on considère l'investissement public comme une partie du profit capitaliste brut, alors le taux de profit brut (qui est équivalent au PIB moins les salaires et la consommation du gouvernement) est d'approximativement 50% du PIB. En défalquant la dépréciation du capital fixe, le taux de profit capitaliste net est de plus ou moins 35% du PIB. Ce profit capitaliste (ou taux de plus-value) très élevé est la base politico-économique de l'accumulation rapide du capital en Chine.

Supposons à présent ce dont la Chine aurait besoin afin de se rééquilibrer en une économie impulsée par la consommation. Il y a plusieurs scénarios alternatifs possibles pour un tel « rééquilibrage » du capitalisme chinois, chacun d'entre eux ayant besoin d'un ensemble de conditions nécessaires afin de stabiliser l'économie capitaliste.

Par exemple, si le taux de croissance économique du pays tomberait à 7% annuellement, l'investissement doit tomber à 36% du PIB. Les principaux marchés d'exportation du pays (les Etats-Unis et l'UE) vont probablement stagner à l'avenir, tandis que les importations chinoises d'énergie et de matières premières continueront à croître, équilibrant ainsi la balance commerciale. De cela découle la nécessité que la somme de la consommation des ménages (les salariés) et la consommation publique doit augmenter pour atteindre 65% du PIB. Le profit brut devra donc tomber à 35% et le bénéfice net à 20% du PIB (26). En conséquence, avec cet exemple, 15% du PIB doit être redistribué en les transférant de la poche des capitalistes aux salariés ou en dépenses sociales. Comment une telle redistribution pourrait-elle se réaliser, même en imaginant les conditions politiques les plus idéales ? Quel secteur de la classe capitaliste va sacrifier ses propres intérêts particuliers au nom de ses intérêts collectifs de classe ? Au vu de la nature illégitime et corrompue de la richesse capitaliste en Chine, on peut également se demander comment un tel intérêt collectif de la classe capitaliste pourrait s'imposer, même si la direction du Parti communiste décide de le promouvoir. Par définition, le revenu et la richesse issue de la corruption ne sont pas soumis aux impôts.

Dans un certain sens, le contexte historique actuel est fondamentalement distinct d'autres périodes antérieures dans l'histoire du capitalisme. Après des siècles d'une implacable accumulation capitaliste, le système écologique global est au bord de l'effondrement et le développement de la crise écologique mondiale menace de détruire la civilisation humaine au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. En tant que plus grand

consommateur mondial d'énergie et plus important producteur de dioxyde de carbone, la Chine se trouve aujourd'hui placé au cœur des contradictions écologiques globales.

La Chine est dépendante du charbon pour sa consommation d'énergie à hauteur de 75%. De 1979 à 2009, la consommation de charbon dans le pays a augmenté au taux moyen annuel de 5,3% et l'économie chinoise a crû à un taux moyen annuel de 10% (bien que dans la dernière décennie, de 1999 à 2009, la croissance moyenne annuelle a été de 8,9%). En utilisant un critère généreux, on estime que le taux de croissance futur de la Chine équivaudra aux taux de production de charbon en ajoutant 5 points de pourcentage (27). D'après les sources officielles, la Chine dispose de réserves de charbon s'élevant autour de 190 millions de tonnes métriques (28).

On prévoit que la production de charbon chinois atteindra son point culminant en 2026, avec un niveau de production annuel de 4,7 millions de tonnes métriques. Pour 2030, elle tombera de 0,4%, puis de 2,5% dans la décennie 2030-2040 et de 4,8% pour 2040-2050. Le taux de croissance économique implicite serait donc de 8,5% pour la décennie de 2010, de 5,5% pour les années 2020, de 2,5% pour la décennie 2030 et de 0% pour les années 2040. Ainsi, dans la décennie 2020, l'économie capitaliste de la Chine devra réaliser une redistribution des richesses de l'ordre de 20% du PIB afin de maintenir une économie capitaliste stable. Dans la décennie 2030, le profit net du capitalisme devra tomber en dessous du 10% du PIB.

L'imminente crise énergétique n'est qu'une des nombreuses autres contradictions écologiques auxquelles la Chine doit faire face. D'après « Charting Our Future », on s'attend à ce que la Chine aura un déficit en eau de 25% en 2030 du fait de la demande croissante de l'agriculture, de l'industrie et des villes qui épuise les ressources hydriques (29). Si la tendance actuelle à l'érosion des sols se maintient, le déficit en aliments pourrait atteindre 14 à 18% pour 2030-2050. Comme résultat du changement climatique et de la pénurie croissante en eau, la production de céréales chinoises pourrait tomber de 9 à 18% dans les années 2040 (30).

## **La victoire du prolétariat ?**

L'humanité est face à un carrefour critique. Le maintien du système capitaliste mondial ne garantit pas seulement l'appauvrissement de centaines de millions de personnes, il conduit également à la destruction de la civilisation humaine. Cela confirme la nécessité urgente d'apporter une réponse à la question historique qui se pose à l'échelle mondiale : sur quelle force l'humanité pourra-t-elle compter afin de réaliser la révolution mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle et atteindre, ainsi, le socialisme et la soutenabilité écologique?

Marx espérait que le prolétariat jouerait le rôle de fossoyeur du capitalisme. Dans le cours de l'histoire réelle du monde, les classes capitalistes occidentales sont parvenues à s'adapter aux défis lancés par la classe ouvrière au travers de réformes sociales limitées. Les classes capitalistes centrales sont parvenues à ce compromis temporaire sur base de la surexploitation de la classe ouvrière des pays de la périphérie et de l'exploitation massive des ressources naturelle mondiales et de l'environnement. Ces deux conditions sont désormais épuisées. Au cours des prochaines décennies, les classes prolétaires peuvent, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, devenir la majorité de la population mondiale. Avec la prolétarisation massive en Asie se constituent les conditions historiques pour parvenir, en accord avec Marx, à la victoire du prolétariat et à la chute de la bourgeoisie.

En tant que plus grand producteur et consommateur d'énergie du monde, la Chine est sans cesse plus le centre des contradictions du capitalisme. L'analyse développée ici suggère qu'après 2020, les crises économiques, sociales, politiques et écologiques auront tendance à converger en Chine.

Vu l'héritage de la révolution chinoise, les conditions historiques subjectives peuvent favoriser une solution socialiste révolutionnaire à ces contradictions. Un secteur des travailleurs d'Etat est influencée par la conscience socialiste et peut potentiellement prendre en main les secteurs économiques clés afin de jouer un rôle de premier plan dans la prochaine lutte révolutionnaire. Une vaste alliance révolutionnaire de classe pourrait se former entre ces travailleurs du secteur d'Etat, les travailleurs migrants et la petite bourgeoisie prolétarisée.

Du fait de la position centrale de la Chine dans le système capitaliste mondial, l'importance d'un triomphe de la révolution socialiste en Chine ne peut pas être exagéré. Elle brisera dans toute sa longueur la chaîne

globale de production de marchandises capitalistes. Ce qui, à son tour, inclinera les rapports de forces globaux en faveur du prolétariat mondial, ouvrant ainsi la voie à la révolution socialiste mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle qui permettra ainsi de résoudre la crise qui vient d'une manière consciente et en accord avec la préservation de la civilisation humaine.

L'histoire tranchera si le prolétariat chinois et mondial seront à la hauteur de leurs tâches révolutionnaires.

**Minqi Li donne des cours d'économie à l'Université de l'Utah, Salt Lake City, depuis 2006. Il fut prisonnier politique en Chine entre 1990 et 1992. Son livre, « The Rise of China and the Demise of the Capitalist World Economy », a été édité par Pluto Press et Monthly Review Press en 2009. Source: <http://monthlyreview.org/2011/06/01/the-rise-of-the-working-class-and-the-future-of-the-chinese-revolution> Traduction française pour le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)**

Notes :

1. Minqi Li, « The Rise of China and the Demise of the Capitalist World Economy » (Londres: Pluto Press, Nueva York: Monthly Review Press, 2008), 50-59.
2. Bureau National des Statistiques de la République Populaire de Chine, Annuaire Statistique de China 2009, <http://stats.gov.cn>
3. « Livre Bleu Social de 2002: Analyses et prédictions des conditions sociales en Chine », éd. Ru Xin, Xueyi Lu et Li Peilin (Pékin: Presses des Sciences Sociales et de Littérature, 2002), 115-132.
4. Li, *ibid.*, 89, 108.
5. Voir Dale Wen, rapport de l'International Forum on Globalization (2005), <http://ifg.org>, Martin Hart-Landsberg, « L'expérience de réformes en Chine : une évaluation critique », Révision de l'Economie Politique Radicale, publié en ligne avant impression, 28 septembre 2010.
6. Xinshengdai Nongmingong, « Une nouvelle génération de travailleurs migrants » de l'Encyclopédie en ligne de Baidu, <http://baike.baidu.com>
7. John Chan, 10 juin 2010, <http://wsws.org>
8. Banque Mondiale, World Development Indicators, <http://databank.worldbank.org>
9. En octobre 2010, le premier ministre chinois, Wen Jiabao, a demandé une « réforme politique » à l'occasion d'un interview à la télévision étatsunienne CNN. Financial Times, 15 octobre 2010.
10. Yaozu Zhang, « L'évolution et le développement de la classe ouvrière sur six décennies dans la nouvelle Chine », mai 2010, <http://zggr.net>
11. Zhong Qinan, « L'expérience de lutte des travailleurs de Chongqing Kangmingsi afin de défendre leurs droits », mai 2010, <http://zggr.net>
12. Pei Haide, « Une étude de deux cas de lutte pour les travailleurs urbains traditionnels », mai 2010, <http://zggr.net>
13. Bureau National de Statistiques, *ibid.*
14. Un autre des mesures de l'inégalité communément utilisée est le coefficient Gini. Si le coefficient Gini est égal à 100, cela indique une inégalité totale, s'il est à 0, cela indique une pleine égalité. D'après les données de la Banque mondiale, le coefficient Gini de la Chine en 2005 était de 41,5, face aux 40,8 pour les Estados Unidos (2000) et aux 36,8 pour l'Inde (2005). Voir Banque Mondiale, *ibid.*
15. Yuzhi Zhang, y Jiang Zhongfu, Revue Internationale d'Affaires et de Gestion 5, no.7 (juillet 2010): 170-74, <http://ccsenet.org>
16. Commercial Times, 2006 (21), <http://cnmoker.org>
17. Wang Xiaolu, <http://view.news.qq.com>
18. Anonyme, « China: Top Ten des familles », septembre 2010, <http://hua-yue.net>
19. Sun Liping, « La société chinoise est en train de se dégrader à un rythme accéléré », février 2011, <http://hua-yue.net>
20. Hambides Zac, « Croissance de l'armée des licenciés aux chômage », 4 octobre 2010, <http://wsws.org>
21. Ce diplômé universitaire affirme avoir un revenu annuel de 50.000 yuans, après impositions et déductions. En comparaison, en 2008, la moyenne annuelle avant impôts pour les employés du secteur forme en Chine était de 29.000 yuans. Voir Bureau National de Statistiques, *ibid.*
22. <http://bbs1.people.com>
23. Mao Zedong est né le 26 décembre 1883 et est mort le 9 septembre 1976. Voir Lao Shi, « Le peuple commémore le 117<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Ma Zedong dans tout le pays », février 2001, <http://wyzsx.com>
24. Voir Martin Wolf, « Comment la Chine doit changer si elle veut maintenir son ascension », Financial Times, 22 septembre 2010, 11.
25. Evidemment, la classe ouvrière épargne une partie de ses revenus. D'un autre côté, les capitalistes consomment également. Au niveau macro, l'épargne de la classe ouvrière est plus ou moins compensée par la consommation des capitalistes.
26. Pour comprendre pourquoi un rapport inversions-PIB de 36% est nécessaire afin de stabiliser l'économie capitaliste, il faut tenir compte du fait que si un taux d'investissement est supérieur à 36%, alors l'investissement net en proportion du PIB sera supérieur à 21% (après avoir défalqué la dépréciation)
27. Cette règle générale implique une amélioration très rapide de l'efficacité énergétique et la substitution du charbon par d'autres énergies, renouvelables. Le pic pétrolier réduira la consommation de pétrole en Chine et imposera une restriction supplémentaire à la croissance économique.
28. Les émissions de gaz carboniques supplémentaires à partir de l'usage du charbon rendent une quelconque stabilisation raisonnable du climat pratiquement impossible.
29. International Finance Corporation, <http://mckinsey.com>
30. « Impact du changement climatique dans l'agriculture chinoise », 2010, <http://china-climate-adapt.org>

# L'armée, la géopolitique et le retour à Mao

Par Alberto Cruz

Le monde change. Si ce n'était le fait qu'il existe un secteur important qui s'agrippe aux vieux concepts (comme le pouvoir absolu de l'impérialisme étatsunien, pourtant sans cesse plus en déclin et entraînant avec lui sans compassion ses alliés traditionnels), cette constatation serait superflue. Car il suffit de jeter un simple coup d'œil sur la réalité. A ce secteur, on devrait appliquer ce vieux dicton journalistique selon lequel « il ne faut pas laisser la réalité démolir une bonne analyse ».

Mais la réalité est têtue et c'est pour cela qu'il faut absolument tenir compte du changement dans la géopolitique internationale initié par la Chine il y a un an quand, à l'occasion de la crise financière, elle a décidé de jouer un rôle plus énergique dans la politique internationale et d'accélérer le processus d'expansion et de défense de ses intérêts à travers le monde – Afrique, Asie, Amérique latine – au moyen de ce que les universitaires chinois appellent le « consensus de Pékin ». Ce dernier n'est rien d'autre que la mise en pratique d'un modèle politique et diplomatique qui préfère opter pour le « pouvoir mou » - diplomatie, non ingérence et multipolarité – en opposition au modèle traditionnel étatsunien d'intervention militaire, d'unipolarité et d'ingérence politique.

Depuis un an, il faut également ajouter à la liste la présence chinoise croissante en Europe (achats de dettes des différents pays du continent, la dernière en date concernant la Hongrie) et le soutien apporté à la candidature européenne à la présidence du FMI ce qui, évidemment, renforce la présence de la Chine en Europe et consolide la position de ce pays dans cette institution puisqu'il assure la présence de l'un de ses siens, Zhu Min, dans le nouvel organigramme du Fonds à un poste important (1).

Ce nouveau rôle est en grande mesure tracé et appliqué par la volonté de l'Armée. Au cours de l'année écoulée, depuis qu'il fut décidé de prendre l'initiative dans le domaine géopolitique - « car lorsqu'on s'affronte à des défis et à des provocations, la Chine doit montrer sa bannière et frapper fort »(2) - se sont produits trois faits qui démontrent que, si les militaires chinois n'ont pas totalement pris le contrôle des choses, du moins ils y jouent un rôle clé.

Le premier de ces faits par ordre d'importance est l'apparition du chasseur de combat de dernière génération « J-20 », baptisé par les experts occidentaux de « Stealth » (Furtif) à cause du secret qui a entouré sa conception et par sa capacité à se rendre invisible des radars. Cet avion de combat brise l'équilibre régional dans le jeu du pouvoir aérien stratégique en Asie en rendant inefficaces non seulement les systèmes régionaux de défense, mais aussi le concept d'Attaque Globale Immédiate – reposant à la fois sur les missiles balistiques intercontinentaux et sur la supériorité aérienne – qui fait partie du socle stratégique étatsunien depuis 2003. En outre, il rend obsolète la « vente du siècle » à Taïwan (4,9 milliards d'euros d'armements) réalisé par les Etats-Unis l'an dernier et remet sérieusement en question un contrat similaire que Washington espère conclure avec les Philippines.

Le J-20 est le premier avion de combat entièrement conçu en Chine, avec une technologie propre, bien que basée sur celle des Etats-Unis. En effet, pendant la guerre contre la Serbie un avion moderne, le F-117 Nighthawk, fut abattu par les serbes. Les restes de cet appareil ont terminé dans les mains chinoises et cela est une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis (qui dirigeaient les actions de guerre de l'OTAN) ont bombardé l'ambassade chinoise à Belgrade le 27 mars 1999, une action alors qualifiée « d'erreur ». Il s'agissait en réalité d'empêcher que les restes de l'appareil abattu sortent du pays. Ainsi qu'on le constate aujourd'hui, ce fut en vain. Les analystes militaires russes considèrent que les Chinois ont fabriqué le J-20 en copiant, développant et perfectionnant la technologie de cet avion étatsunien abattu, en appliquant ce que les experts appellent « l'ingénierie inversée » (3). Les militaires étatsuniens se gaussaient du fait que les Chinois étaient « plusieurs décennies » en retard en matière aéronautique. Ce n'est donc plus le cas. Et les Chinois n'ont mis que 12 ans pour concevoir leur avion ultra moderne.

Le choc provoqué par le vol inaugural du J-20 a été énorme et représente une victoire stratégique importante pour la Chine, bien plus importante que lorsque ce pays envoya pour la première fois un homme dans l'espace en 2003. L'Armée Populaire de Libération chinoise n'a pas rendue publique les résultats des vols d'essai et les caractéristiques du J-20, ni le détail des systèmes d'armes dont il est doté,

ce qui alimente d'autant plus la préoccupation de Washington puisque l'on craint que ses capacités (rapidité, altitude, furtivité, agilité) dépassent ou du moins équivalent celles des avions étatsuniens du même type, leur faisant perdre ainsi leur supériorité aérienne.

Comme les mauvaises nouvelles (pour les Etats-Unis) n'arrivent jamais seules, l'apparition du J-20 s'est accompagnée de la confirmation que la Chine est en train de construire son premier porte-avion. Au contraire du J-20, la nouvelle a été officiellement et amplement divulguée à l'occasion du 90e anniversaire de la naissance du Parti Communiste chinois, le 1er juillet dernier. La trinité symbolique de la nouvelle puissance militaire chinoise s'achève, pour le moment, avec la prétention annoncée par la Chine de pouvoir compter sur des bases militaires en dehors de ses frontières, particulièrement des bases navales ayant la capacité de recevoir des sous-marins (4).

La Chine est donc en train d'élever sa puissance militaire afin de l'amener au niveau de sa puissance économique et de son influence grandissante dans le monde. Cette année 2011, les dépenses militaires ont augmenté de 12,7% par rapport à l'année dernière (passant de 53 milliards d'euros à 66 milliards), ce qui reste tout de même encore loin des près de 400 milliards d'euros annuels dépensés par les Etats-Unis, mais la tendance à la hausse est constante. Cependant, il faut nuancer les choses ; les analystes occidentaux s'emploient à effrayer l'opinion publique quand ils parlent de ces questions afin de justifier l'augmentation des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales. La même chose se passait du temps de l'URSS, où l'on ne tenait pas compte des différences d'échelle, d'efficacité des armes et du fait que les soviétiques ne possédaient pas toutes les types d'armes des Etats-Unis. Les deux super-puissances d'alors trouvaient là une justification commode pour leur course aux armements.

La même chose pouvait être appliqué à la Chine jusqu'à présent. Avec une armée conçue de manière exclusivement défensive, tout ce qu'on racontait sur le réarmement chinois n'était qu'une fable destinée à faire peur. Mais la situation a réellement connu un tournant. La Chine est désormais la seconde économie mondiale. Les plans initiaux du PCC étaient de parvenir à la première place mondiale en 2027, mais des experts tels que Hu Angang, directeur du Centre d'études sur la Chine de la prestigieuse Université de Tsinghua, respectée pour ses analyses, pensent que ce moment arrivera bien avant : en 2020. Il s'appuie notamment sur le fait que la croissance chinoise est tellement spectaculaire qu'elle a permis à ce pays d'atteindre un PIB seulement trois fois moindre que celui des Etats-Unis en 2010 alors qu'en 2000 il était huit fois plus petit.

La croissance économique continue, le fait d'être la principale réserve de valeurs à long terme du Trésor des Etats-Unis, avec un total de 1,16 billions de dollars (5), et la rapide expansion économique et commerciale sont en train de commencer à générer une dépendance croissante de la Chine par rapport aux ressources naturelles lointaines et aux marchés émergents. Cela oblige le pays à garantir, en premier lieu, les routes maritimes. Et en second lieu, à assurer la présence de l'armée chinoise là où il sera nécessaire de le faire à l'avenir.

Un grand connaisseur de l'Administration étatsunienne tel que l'ex sous-secrétaire à la Défense pendant la présidence de Bill Clinton, Joseph Nye, le dit clairement dans son récent livre : « la croissance économique chinoise a été naturelle et positive pour l'Asie, parce qu'elle a aidé des millions de personnes à sortir de la pauvreté, mais cela donne lieu à la crainte que la Chine devienne une menace pour les Etats-Unis parce qu'à la moitié de ce siècle, l'Asie représentera la moitié de la population mondiale et du PIB de la planète » (6). Ces craintes se manifestent déjà explicitement dans les milieux militaires. (7).

A coup sûr, des cas comme la Libye ne se reproduiront plus si la Chine y a des intérêts importants. Dans ce cas précis, tant l'armée que d'important secteurs intellectuels ont exprimé leur malaise face au manque d'initiative du gouvernement et on suggéré qu'il aurait fallu jouer un rôle plus actif dans la crise libyenne avant la guerre (8). Le débat critique sur l'attitude du gouvernement chinois sur la Libye a été lancé par Gu Di, expert de l'Institut d'Etudes Sud-Asiatiques de l'Université de Sichuan, qui a déclaré que l'un des motifs de la guerre est la volonté des Etats-Unis d'éviter qu'une puissance telle que la Chine n'acquière des avantages stratégiques en Afrique. Selon lui, les Etats-Unis ont mis en avant l'OTAN car ils sont forcés de réduire leur rôle stratégique au Proche Orient.

Un débat similaire se déroule face à la présence croissante de la marine étatsunienne en Mer de Chine et l'annonce de manœuvres conjointes entre les Etats-Unis et le Vietnam (9), mais dans ce cas là les militaires s'alignent sur la direction civile. Pour Pékin, la modération devant ce qui est considéré comme une « provocation » de la part du Vietnam en acceptant ces manœuvres conjointes est « essentielle afin de

maintenir la stabilité dans la région ».

## Retour à Mao

Tous cela a, également, un impact important dans le politique interne. L'ex-président Jiang Zemin a mis en marche une réforme militaire qui dépouille l'armée d'une grande partie des affaires économiques qu'elle contrôlait en échange de la promesse d'augmenter le budget de la défense. L'APL (Armée populaire de libération) contrôlait un grand nombre d'industries et une grande partie des bénéfices obtenus – sa gestion étant plus propre et moins corrompue que dans le secteur civil – servait à soutenir les nécessités de la défense nationale et régionale. Avec la réforme de Zemin, l'APL est pratiquement à l'écart de toute accusation de corruption, ce qui lui donne une plus grande estime et respect parmi la population, tandis qu'on développe les expériences de technologie à « double usage », civil et militaire, particulièrement dans l'industrie maritime et aérospatiale, en réorientant ces dernières afin de mieux protéger les intérêts nationaux.

Ainsi, dans le domaine civile s'est produit une autre avancée importante, coïncidant également avec le 90e anniversaire du PCC : un sous-marin habité a atteint avec succès les 3.759 mètres de profondeur, ce qui place la Chine à la tête du club des pays (Etats-Unis, France, Russie et Japon) capables d'atteindre les 3.500 mètres. Le sous-marin, le « Jiaolong », va réaliser un second essai afin d'atteindre les 5.000 mètres de profondeur et il est spécialement conçu pour parvenir aux 7.000 mètres, ce qui laisse loin en arrière ses concurrents dans l'exploration des fonds marins. Autrement dit, 99,8% des profondeurs marines sont à sa portée. Bien que de caractère civil, il faut évidemment tenir compte de ce progrès technologique dans la croissance des capacités militaires navales chinoise et dans la volonté du pays de se doter de bases sous-marines à l'étranger.

Tout cela fait que l'APL a sans cesse plus voix au chapitre sur des questions internes et dans les relations internationales. Ses critiques contre l'excessive dépendance à l'égard du capital étranger pour le développement de la Chine et sur les questions de la Corée du Nord et, dans une moindre mesure, de l'Iran, le mettent en évidence (11).

Lorsque, en mars 2010, la frégate sud-coréenne « Chenoan » a été coulée par la Corée du Nord et que les Etats-Unis ont réalisé des manœuvres navales « en défense de la région de l'Asie-Pacifique », la riposte de l'APL, à l'encontre de l'opinion du gouvernement, partisans de ne pas tendre les relations avec les Etats-Unis, a été d'organiser des manœuvres de plus grande ampleur encore. L'APL en a profité pour tester ses nouveaux missiles anti-navires, ce qui n'est pas passé inaperçu pour les Etats-Unis qui a décidé de répondre à son tour. Cherchant à profiter des désaccords entre l'APL et le gouvernement, il a mis sous pression ce dernier sur la question de la « nationalisation » de l'armée chinoise, autrement dit, afin d'éliminer la dépendance de l'APL par rapport au PCC. Ses alliés européens et asiatiques, spécialement le Japon, leur ont emboîté le pas avec enthousiasme. En tentant d'attiser ainsi les tensions internes, le but est de retarder autant que possible à moyen terme les progrès de l'APL pour atteindre la parité stratégique et militaire avec les Etats-Unis.

Ces pressions se sont accélérées après l'apparition du chasseur J-20 et l'annonce de la construction d'un porte-avion. Mais l'APL a répondu à la même hauteur et clairement : « Des forces hostiles nationales et étrangères veulent critiquer le principe de direction du Parti et font des appels à la nationalisation des forces armées dans le but de séparer l'APL du leadership du PPC afin d'en finir avec la position dominante de ce dernier et subvertir le système socialiste aux caractéristiques chinoises » (12). Et encore plus clairement ; « Le leadership absolu du PCC sur les forces armées est essentiel pour la stabilité et la sérénité à long terme de la Chine, vu que les forces armées ont la responsabilité de garantir la paix pour le développement du pays pendant une période importante d'opportunités stratégiques (13).

L'évocation des « opportunités stratégiques » doit être soulignée. La Chine est déjà le premier consommateur mondial d'énergie (14), ce qui met en relief sa supériorité industrielle face à la récession que connaissent les Etats-Unis et l'Europe. En conséquence, la Chine renforce son rôle dominant sur la scène internationale et commence à déterminer l'avenir. Mais la Chine est également consciente que c'est précisément pour cela qu'elle devra faire face à court terme à des difficultés de croissance économique, ce qui implique pour elle de consolider sa présence sur les trois continents, producteurs de matières premières, où elle joue déjà un rôle moteur : Asie ; Afrique et Amérique latine. Elle doit donc garantir la bonne marche des relations économiques avec derniers.

A Pékin, on met en avant l'hypothèse de la « conclusion naturelle du miracle économique » dans une ligne similaire à celle des « tigres asiatiques » pendant la dernière décennie du XXe siècle. Une division entre militaires et civils signifierait pour la Chine un désastre dans sa tentative de parvenir à la parité stratégique politique, économique et militaire avec les Etats-Unis. C'est pour cela que l'APL est en train de récupérer l'histoire en rappelant que les principaux dirigeants politiques, tant Mao que Deng Xiaoping, furent des militaires. Au contraire de leurs successeurs à la présidence du pays, Jian Zemin et Hu Jintao (l'actuel président) qui ne le sont pas.

Cela se traduit par un fait qui transcende la symbolisme : pour la première fois depuis longtemps, les Chinois ont célébré la naissance de Mao avec des manifestations massives et des pèlerinages dans sa ville natale. Depuis le dernier trimestre de l'année dernière, et jusqu'aux célébrations du nouvel an, des millions de Chinois de toutes conditions, universitaires, ouvriers, paysans, ont organisés dans tout le pays des réunions afin de commémorer « l'héritage du président Mao ». Le 9 février 2011 (date du nouvel an chinois), 700.000 personnes se sont rassemblées à Shaoshan, la ville natale de Mao, afin de lui « rendre respect et hommage ». Ce qui est intéressant de noter est qu'il s'agit de célébrations spontanées qui, à maintes reprises, ont défiés les pouvoirs locaux. Le fait fut tellement surprenant pour le pouvoir que le très officiel « Quotidien du Peuple » a dû se faire l'écho de ce phénomène (15).

L'APL représente, pour les Chinois, une institution très respectée. On la considère en grande partie comme l'héritier de Mao. Et ce phénomène de « retour à Mao » dans l'esprit des Chinois est à mettre en relation avec leur mécontentement croissant face aux dérives capitalistes de la direction « civile » du PCC. La généralisation des grèves dans les provinces orientales, les revendications anticapitalistes d'une partie sans cesse plus importante de la population, les appels à revenir à l'université « patriotique » qui laisse de côté l'enseignement bourgeois et qui reprenne la voie du « socialisme, de la morale, de l'actualité et de l'histoire » et les pétitions en faveur d'une re-nationalisation de l'industrie et d'autres secteurs stratégiques font de la Chine un pays à suivre très attentivement dans l'avenir proche.

Non seulement pour tout ce qui été dit ici, mais aussi pour le fait que les adhésions au PCC n'augmentent pas comme le souhaiteraient ses dirigeants actuels. Bien que les effectifs sont très élevés (en 2011, on a atteint les 80 millions de membres), ce ne sont plus les opportunistes classiques qui se bousculent au Parti pour obtenir des faveurs ou s'enrichir, mais ce sont sans cesse plus des secteurs qui critiquent avec force la dérive capitaliste. Le plus significatif est que 40% des nouveaux membres sont des universitaires, des ouvriers, des paysans et des travailleurs migrants (16). Autrement dit, les secteurs qui poussent le plus pour un retour à Mao. Leur pression n'est pas étrangère au fait que le président Hu Jintao a dû faire un appel à combattre la corruption et « l'incompétence » de certains dirigeants aux différents échelons du PCC lors des célébrations du 90e anniversaire du Parti.

**Alberto Cruz est journaliste, politologue et écrivain. Son dernier livre est « Peuples originaires en Amérique. Guide introductif sur leur situation », édité par Aldea en collaboration avec le CEPRID.**

(1) « Urgente 24 », 11 juin 2011.

(2) Yang Li, général de l'Armée Populaire de Libération et membre de l'Université Nationale de Défense, cité par « The Asia Times » le 9 de mars 2010.

(3) Ria Novosti, 24 janvier 2011.

(4) Alberto Cruz, «China inicia el cambio en la geopolítica internacional» <http://www.nodo50.org/ceprid/spip.php?article793>

(5) La possession étrangères de valeurs à long terme étatsuniens reflète la demande d'obligation et d'autres actifs du Trésor des Etats-Unis, y compris des actions et des dettes des agences gouvernementales, ce qui constitue un élément clé pour financer l'énorme déficit de la balance de paiement étatsunienne par rapport au reste du monde. « Xinhua », 28 février 2011.

(6) « L'avenir de l'énergie ». Recensement d'un livre qui consacre à la puissance chinoise un long chapitre intitulé « La Chine doit-elle être contenue ? », paru le 8 juillet 2011 dans « Proyect Sindicato ».

(7) « Quotidien du Peuple », 9 juillet 2011.

(8) « Global Times », 25 avril 2011.

(9) « Global Times », 21 juin 2011.

(10) « Xinhua », 2 juillet 2011.

(11) Alberto Cruz, «China, Rusia y las sanciones a Irán» <http://www.nodo50.org/ceprid/spip.php?article885>

(12) Li Jinai, général, membre de la Commission Militaire Centrale et directeur du Département Politique Général de l'APL à l'Agence « Xinhua », 21 juin 2011. L'agence fait écho d'un article publié dans le journal de l'APL signé par ce général.

(13) Ibid.

(14) Faith Biol, économiste en chef de l'Agence Internationale de l'Energie, déclarations au « The Wall Street Journal », 20 juillet 2010.

(15)« Quotidien du Peuple », 10 février 2011.

(16)« Xinhua », 23 juin 2011.

# Une super puissance en devenir ?

Par Danielle Sabai

Depuis la fin des années 70 et en particulier après 1992, la Chine s'est engagée dans une série de réformes visant à restaurer le capitalisme et ouvrir son économie au marché mondial. Grâce à trois décennies d'une formidable croissance économique, elle est aujourd'hui une puissance capitaliste de premier ordre. La Chine est officiellement devenue en 2010 la deuxième puissance économique mondiale en termes de PIB devant le Japon. Cela s'est accompagné de transformations majeures au plan politique, diplomatique, militaire et technologique qui ne sont pas sans conséquence au niveau mondial.

## L'influence de la Chine en Asie

L'émergence de la Chine s'est avant tout fait sentir en Asie, sphère traditionnelle de son influence, modifiant sensiblement les équilibres politiques, économiques et militaires de la région.

Cela s'est d'abord traduit par une plus grande intégration régionale, visant à établir un environnement favorable au développement économique dans une zone minée par les conflits territoriaux et les tensions politiques entre États.

L'ouverture au commerce international et aux investissements directs étrangers de la Chine ont favorisé une nouvelle division internationale du travail au sein de la région. Sa force de travail bon-marché semble quasi inépuisable. Elle lui a permis de devenir un pays d'assemblage de composants et produits intermédiaires importés du reste de l'Asie, transformés en produits finis qui sont ensuite exportés sur les marchés mondiaux. Cette nouvelle division internationale du travail a été une source de croissance économique des pays développés d'Asie. La Corée du sud, Taïwan, le Japon, Hong Kong et Singapour ont pu ainsi en profiter. La Chine est devenue la principale destination des investissements à l'étranger du Japon de Taïwan et de la Corée du sud. Ces pays ont d'abord implanté en Chine des usines d'assemblage puis dans un deuxième temps des usines de fabrication de composants. De plus, la Chine est devenue dès 2002 la principale destination des exportations du Japon, de la Corée et de Taïwan devant les États-Unis. Tout en prônant la devise de Deng Xiaoping de « faire profil bas et rester en retrait » la Chine s'est transformée en l'espace d'une décennie en la principale puissance de la région.

## Dans quelle mesure est-ce bénéfique aux autres pays d'Asie ?

A y regarder de plus près, les relations commerciales ne sont pas mutuellement avantageuses. Le renforcement des liens économiques a accru la dépendance d'un grand nombre de pays asiatiques à l'égard de la Chine. En 2000, la « guerre de l'ail » entre la Chine et la Corée du sud et en 2001 la « guerre des tatamis » entre la Chine et le Japon ont parfaitement illustré la domination économique de la Chine sur ses « partenaires » commerciaux. Dans les deux cas, suite à la mise en place de barrières douanières provisoires contre certains produits chinois, Pékin a riposté par des sanctions bien plus importantes sur des produits exportés par ces deux pays vers la Chine, entraînant des pertes financières colossales pour les industries concernées.

L'accord de libre échange CAFTA (China-Asean Free Trade Agreement) négocié avec 6 pays de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-est) et entré en vigueur au premier janvier 2010 est un exemple plus récent illustrant la tendance à l'œuvre. Le CAFTA établit la troisième plus grande zone de libre échange après l'Union européenne et la zone de libre échange Nord américaine (ALENA). Selon les termes de l'accord, la Chine accorde aux pays signataires de l'ASEAN un accès préférentiel à son immense marché intérieur en particulier dans le secteur des services. Dans la réalité, l'accord va accroître l'importance de la Chine dans les exportations des pays de l'ASEAN, renforçant une dépendance croissante à l'œuvre depuis la fin des années 90. D'autre part, la contrebande de marchandises chinoises a profondément perturbé les économies des pays de l'ASEAN depuis de nombreuses années. Par exemple, dans le secteur manufacturier, les industries locales de chaussures, de textiles, de plastiques, de produits en acier, sont en concurrence directe avec les marchandises de contrebande chinoises. On estime que 70 à 80% des chaussures vendues au Vietnam sont des chaussures de contrebande venant de Chine. Aux Philippines, les produits agricoles venant de Chine comme les pommes de terre, les oignons, l'ail, les carottes ont envahi le marché, déprimant fortement la demande pour ces produits locaux. Le nouvel accord

de libre échange risque en fait de légaliser cette situation, voire de l'aggraver en déversant sur les marchés, cette fois en toute légalité, des marchandises chinoises très compétitives par rapport aux produits locaux.

### **L'émergence d'une nouvelle puissance militaire**

Avec un budget militaire officiel pour l'année 2011 s'élevant à 91,5 milliards de dollars, la Chine se place au deuxième rang mondial très loin derrière les États-Unis. En hausse de 12,5 % par rapport à 2010, le budget évolue en lien avec la croissance économique chinoise et son inflation. La Chine a en effet privilégié une modernisation de son armée qui ne mette pas en péril son développement économique.

Les changements n'en sont pas moins particulièrement édifiants. En 2011, l'Armée Populaire de Libération (APL) n'a plus grand-chose à voir avec l'APL des années 60 que Mao accusait d'inertie et de laxisme et dont la force reposait essentiellement sur sa supériorité numérique. Avec 2 millions de soldats, elle reste la plus grande armée du monde. De plus, Pékin a su très rapidement développer sa puissance technologique et son armement militaire.

En premier lieu la Chine a développé un programme extrêmement important de missiles balistiques de croisière et terrestres. Cela lui a permis d'améliorer la portée, la précision et la charge explosive d'environ 1100 missiles balistiques de courte portée visant Taïwan. La Chine s'est aussi dotée de missiles de moyenne portée à têtes conventionnelles ou nucléaires. Enfin, la Chine est en passe de développer un missile balistique capable d'atteindre des navires en mer.

Au plan naval, les progrès sont aussi très spectaculaires. En 10 ans, la Chine s'est dotée d'une flotte de guerre, comprenant 66 sous-marins dont 5 nucléaires. Elle devrait aussi lancer son premier porte-avion en 2012. Le niveau technologique des moyens d'information et de communication s'est aussi fortement renforcé. La Chine est aujourd'hui en mesure de surveiller ce qui se passe dans le Pacifique.

Ses capacités militaires vont bien au-delà de la seule possibilité de défendre ses eaux territoriales. Dans le cas où la Chine déciderait d'attaquer Taïwan qu'elle revendique comme faisant partie de son territoire, elle serait en mesure de s'affronter aux États-Unis qu'un traité de défense unit à Taïwan.

La marine de l'APL cherche maintenant à assurer la sécurité de la marine marchande chinoise du Moyen-Orient à la seconde chaîne d'îles dans le Pacifique. Cette seconde chaîne se déploie du Japon à la Papouasie occidentale en passant par l'île de Guam, au delà des Philippines, dans une zone sous domination directe des États-Unis.

Cela n'est pas sans conséquence sur les rapports entre la Chine et les USA dans la région. Certains experts doutent de la puissance de la marine chinoise mais celle-ci a atteint un objectif important : les USA y regardent maintenant à deux fois avant de s'approcher des côtes chinoises. Leur hégémonie sur la région est remise en cause.

### **Une révolution de « jasmin » en Chine est-elle envisageable ?**

De nombreuses comparaisons ont été faites entre la situation en Égypte et les événements qui ont eu lieu en 1989 sur la place Tiananmen où l'armée chinoise avait commis un bain de sang. Dans les deux cas des jeunes se sont mobilisés en un lieu hautement symbolique du pays pour se révolter contre un régime autoritaire. L'issue de la révolte sur la place Tahrir a été fort heureusement différente de celle de la place Tian An Men. On se demande même si l'exemple de l'Égypte pourrait inspirer un nouveau soulèvement populaire en Chine d'une ampleur comparable à celui de 1989.

Les points communs entre les deux pays ne manquent pas : Dans les deux cas, des régimes autocratiques; une corruption endémique et de grande ampleur; de fortes inégalités sociales; une forte hausse du prix des denrées alimentaires de base ; des demandes sociales importantes en particulier parmi les jeunes éduqués des villes qui trouvent difficilement un emploi correspondant à leur qualification ; des rémunérations qui ne correspondent pas à leurs attentes.

Les différences entre les deux situations sont cependant très importantes. Trente ans d'une forte croissance économique ont rendu les chinois confiant envers l'avenir du pays et en particulier en leur propre avenir.

Les classes moyennes urbaines ont été les principales bénéficiaires de la restauration capitaliste sous Deng Xiaoping. Dans une moindre mesure, toutes les couches ont tiré profit de la croissance y compris les plus pauvres de la société. Des millions de travailleurs migrants ont profité du boom économique en obtenant du travail dans les grandes villes industrielles et ce phénomène se prolonge maintenant avec l'industrialisation du centre du pays.

Le maintien de la croissance économique a été l'une des bases de la légitimité politique du parti-État. Celui-ci a bien compris qu'à mesure que le pays s'enrichit et s'insère dans l'économie mondiale, sa survie ne peut reposer seulement sur la répression et la censure. Depuis 1989, le régime a su lâcher la bride en développant une politique que l'on peut résumer à « enrichis-toi et tais-toi ». Les classes moyennes ont la liberté de s'enrichir et de consommer et elles s'en sont satisfait jusqu'à présent.

Parallèlement, le PCC a utilisé le nationalisme pour justifier son monopole du pouvoir. Au cœur de ce discours, le parti apparaît comme le garant de la nation chinoise menacée et humiliée par le passé par les puissances occidentales. Depuis l'ouverture économique, le nationalisme a trouvé une nouvelle force, le parti se présentant comme le garant du développement d'une Chine riche et puissante, développement « que l'occident chercherait à contrecarrer ».

Le régime est incontestablement autoritaire et le mécontentement populaire réel. En témoignent, les dizaines de milliers d'incidents, de grèves et de manifestations chaque année. Cependant, du fait de la nature du système politique dirigé par un parti État et de la rotation de ses dirigeants, les chinois n'ont pas comme en Égypte une personnalité qui incarnerait la dictature contre qui se retourner. Le parti-État a été assez malin pour détourner la colère populaire contre les autorités locales quand il s'agit de corruption, d'inégalités, de non respect des lois. Il sait aussi jouer du ressort nationaliste pour détourner l'attention de ses responsabilités comme cela a été le cas dans les luttes ouvrières dans des usines de multinationales étrangères au printemps dernier (Honda, Foxconn...).

Il est possible que les dirigeants actuels du PCC, qui n'ont pas connu la guerre avec les japonais, soient moins enclins à organiser une répression brutale contre un mouvement populaire comme ce fut le cas à Tian An Men.

C'est sans doute pour cela qu'aucune liberté n'est laissée à une quelconque organisation d'opposition, encore une différence avec la société égyptienne. Le mouvement Falun Gong (un mouvement spirituel qui compte 70 millions de membres) en est un exemple parmi d'autres. C'est aussi pour cela que le PCC est particulièrement nerveux et empêche tous les rassemblements. Les autorités chinoises ont ainsi réagi de manière très répressive aux « promenades » organisées le dimanche dans les parcs d'une dizaine de grandes villes chinoises. Cela montre une certaine crainte d'une contagion de la part du parti.

La vitesse et la soudaineté avec lesquelles les gouvernements tunisiens et égyptiens sont tombés sont les éléments les plus inquiétants pour Pékin. Le gouvernement est particulièrement vigilant à tout incident qui pourrait se transformer en une escalade incontrôlable : l'étincelle qui met le feu à la plaine.

**Danielle Sabaï est membre du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et spécialiste de l'Asie. Son blog :**

<http://daniellesabai.wordpress.com>

# Chine: le XI<sup>e</sup> plan quinquennal. Adieu à la «chineamérique»

Par Michaël Krätke

Stephen Roach, président de la Morgan Stanley Asia et professeur à Yale (Etats-Unis), confie au quotidien madrilène El Pais du 8 mai 2011: «La Chine n'a pas d'autre option [consommer plus]; spécialement dans cette conjoncture post-crise, sans demande croissante venant des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon. Et le gouvernement va dans cette direction: il a mis en place un plan pour développer de nouveaux emplois, élever les salaires et réduire le taux d'épargne en construisant un embryon de réseau de sécurité sociale. C'est le ciment d'une société de consommation. Cela est absolument nécessaire. Mais, à la fois, c'est un risque énorme. La Chine est le principal épargnant du monde. Elever le niveau de consommation [des ménages qui ont une épargne de précaution pour faire face aux coûts de l'éducation, de la maladie, de la «vieillesse», etc.] réduira le taux d'épargne et, avec lui, le niveau d'accumulation des réserves en devises, de la demande en bons du Trésor américain, de dollars étatsuniens. Là se trouve le problème... Il peut y avoir une collision si le principal épargnant commence à consommer, mais le principal consommateur ne commence pas à épargner. Comment les Etats-Unis vont-ils se financer?»

Le gouvernement chinois se fixe, officiellement, divers objectifs. Le premier: accroître la part de la consommation dans le Produit intérieur brut (PIB). Pour cela, il tente d'agir sur les salaires, en particulier en poussant à la hausse les salaires minima, qui sont assez différents selon les régions. Les salaires minima devraient passer (en dollars), par exemple, de 167 à 196 par mois à Shanghai entre 2010 et 2011; de 164 à 202 dans l'importante zone industrielle de Shenzhen. La hausse en pourcentage est importante; le salaire minimum reste modeste, mais sa hausse a un impact sur toute l'échelle. La part de la consommation dans le PIB n'a cessé de baisser de 2002 jusqu'en 2010; un redressement s'avère une nécessité économique et politique pour les autorités.

Les investissements ont par contre augmenté; mais les exportations nettes ont été freinées depuis 2009. Toutefois, la part dans l'investissement des opérations spéculatives (dans la construction, entre autres, et dans des usines «exigées» par les pouvoirs provinciaux) ne doit pas être négligée; ce que le gouvernement cherche à corriger.

Accroître la consommation rendrait l'économie moins dépendante du commerce mondial, qui a des composantes régionales importantes. Toutefois, la hausse des salaires minima va mettre en cause la «compétitivité» des secteurs industriels utilisant une masse de travailleurs et travailleuses à bas salaire; cela avec des pertes d'emplois à la clé. Quelle sera la réaction des travailleuses et travailleurs de ces secteurs? Et quelle sera la réaction des capitalistes qui veulent maintenir leur marge, y compris dans les secteurs nettement plus haut de gamme? Cela au moment où le gouvernement a comme deuxième et troisième objectifs déclarés de contrebattre l'inflation – qui était officiellement de 2,9% au 2<sup>e</sup> trimestre 2010 et de 5,1% au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 – et de limiter la hausse du chômage ?

Les interrogations pourraient être multipliées. Mais une chose est claire: un facteur clé de l'évolution réside dans les réactions des salarié·e·s et des paysans pauvres durant cette phase où le changement de paradigme économique est à l'ordre du jour et où le pouvoir ne manque pas d'affirmer son «autoritarisme».

Michael Krätke, dans l'article ci-dessous, décrit les nouvelles orientations à l'œuvre. Un sujet qui devra être suivi avec plus d'attention sur ce site. (Rédaction d'Alencontre)

\*\*\*\*\*

Alors que les Nord-américains et les Européens se voient étranglés par les plans d'austérité, l'exportation allemande pose son regard sur l'Est : là-bas continue en effet à prospérer une nécessité cyclopéenne. Les pays émergents (Chine, Brésil et Inde) sont ceux qui ont échappé le plus rapidement à la crise financière

mondiale de 2008-2009, non sans égratignures pourtant. Au cours de l'année 2009, en Chine, l'effondrement des exportations a entraîné avec lui celui de la production, qui a chuté de presque 21%, et a provoqué la fermeture de nombreuses entreprises, près de 670'000 autres entreprises étant entraînées dans ce mouvement par un effet de cascade. Cela a conduit à un chômage massif, dans les provinces côtières notamment. Plus de 11 millions de travailleurs migrants ont perdu leur emploi et le taux de chômage officiel a atteint les 9%.

### **Rien à voir avec des demi-mesures**

Mais malgré tout, la Chine aurait pu sortir en plus mauvais état de la crise, puisqu'à peu près aucune banque n'a dû fermer. Alors que les turbulences se poursuivaient sur les marchés financiers, le gouvernement du premier ministre Wen Jiabao a décidé de reconfigurer Shanghai comme centre financier international et de promouvoir Hong Kong comme centre financier offshore pour ses propres obligations d'Etat. En parallèle, un paquet d'incitations fiscales à hauteur de 590'000 millions de dollars environ a été approuvé. Les provinces ne sont pas restées en arrière, puisqu'à leur tour elles ont injecté des milliers de millions de yuans dans leurs cycles économiques régionaux respectifs pour une valeur, au change, de 13'000 millions de dollars. Ce ne sont là pas de demi-mesures: seule la relance conjoncturelle de Barack Obama peut, en dimensions, être comparée à cela.

Avec ces programmes, seront financées une série de mesures suggérant une réorientation du modèle d'exportation chinois et ayant pour objectif une transformation complète de l'économie. Ce plan quinquennal, le douzième, dont les lignes principales avaient été esquissées l'année passée déjà et qui a été approuvé en mars 2011 à Pékin par l'Assemblée populaire nationale (parlement) de Chine, est très clair. Le gouvernement a compris les leçons de la crise et veut le changement. Salué comme étant le «premier plan quinquennal vert de toute l'histoire de la Chine», celui-ci devrait laisser derrière lui dès 2015 un pays plus vert, plus social, plus égalitaire, plus urbain et plus formé. Les fétichistes de la croissance n'ont pas réussi à faire que le Parti Communiste chinois ne tire pas le frein de la croissance: la croissance économique, maintenant, se trouve au-dessous de la moyenne de la période 2005-2010, dans laquelle les objectifs de croissance étaient déjà plus bas qu'au début de la période dite réformiste. Une croissance ralentie [elle reste autour de 9% en 2011], une claire réduction de la consommation d'énergie et de matières premières, des salaires réels plus élevés, une augmentation de la consommation privée, une expansion du secteur des services, un état social plus généreux et mieux équipé: tout cela a des conséquences sur l'économie mondiale.

Ce qui est proposé ici n'est rien de moins que l'adieu à une «chineamérique», celle de l'ahurissante interdépendance économique entre la Chine et les Etats-Unis. Les Chinois veulent, dans un futur proche, exporter de meilleurs produits et même des produits de haute qualité, pour cela ils appuient massivement la recherche technologique dans les industries clé et l'importation de technologie. En dernière instance, la Chine va diminuer le solde positif de la balance commerciale et réduire la quantité de dette étasunienne en dollars qu'elle possède encore. Ce qui pose la question de savoir qui dans le futur proche refinancera le déficit étatique étasunien si les Chinois préfèrent investir leur argent dans des matières premières et dans des entreprises étrangères, plutôt que dans des bons du Trésor américain.

### **Investissement dans l'éducation**

La Chine veut accélérer le changement structurel en misant sur les nouvelles industries stratégiques telles que les technologies de l'information, les biotechnologies, les combustibles non fossiles, les technologies environnementales, les nouvelles matières premières, les moyens de transport alternatifs (voitures hybrides et électriques) et la technologie de pointe (trains à haute vitesse, satellites, «fabriques intelligentes»). Leur volume dans le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays devrait augmenter jusqu'à trois pour-cent environ d'ici à 2015. Le secteur moderne des services devrait connaître une expansion lui permettant de dompter le tigre du chômage – constituant jusqu'à maintenant le principal argument contre le frein à l'économie exportatrice – ainsi que le tigre de l'inflation (actuellement de 4% environ).

Le douzième plan quinquennal semble avoir été pensé de manière consciencieuse : sur le plan macro-économique, celui-ci se concentre sur le marché interne, à travers des projets macro-économiques exclusivement, c'est-à-dire en créant des réseaux de transport et d'énergie couvrant l'ensemble du géant asiatique. Pour mettre en place ce changement, il faudra augmenter le potentiel intellectuel du pays : on investira ainsi massivement (à la différence de l'Allemagne) dans l'éducation et la recherche. D'ici à 2015, la moyenne de la dépense en recherche et en développement dans le PIB doit passer de 1,75%

actuellement à 4%.

Pour la première fois, ce plan quinquennal contient un long chapitre sur le changement climatique. La Chine continue à être le plus grand consommateur d'énergie du monde et préoccupe par ses émissions de dioxyde de carbone élevées. Mais la République Populaire de Chine veut maintenant laisser derrière elle le carbone en le remplaçant par des énergies propres et réduire d'ici à 2015 ses émissions polluantes de 17% (de 40-45% d'ici à 2020). Pour cela elle s'engage à investir dans des énergies renouvelables, un tiers de ce qui sera collecté à travers les impôts se destinera au développement de celles-ci et, pour le moment, les entreprises chinoises seront obligées par la loi de consommer une électricité provenant de sources d'énergie alternatives, ce qui conduira la Chine à générer la même quantité d'électricité éolienne et solaire que les Etats-Unis aujourd'hui. Cependant le programme atomique se maintient et personne ne parle d'abandon. De plus, par rapport à la capacité de 10,8 gigawatts des treize réacteurs atomiques existant actuellement, les nouvelles centrales atomiques construites d'ici à 2015 devront atteindre une capacité de 40 gigawatts. Cela fera plaisir aux constructeurs de réacteurs atomiques allemands et français qui se vantent d'avoir les installations les plus sûres de la planète. (Traduction A l'Encontre)

Publié par [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org) le 9 mai 2011

**Michael R. Krätke est professeur de politique économique et de droit fiscal à l'Université d'Amsterdam, chercheur associé à l'Institut International d'Histoire Sociale de cette même ville et professeur d'économie politique et directeur de l'Institut d'Etudes Supérieures de l'Université de Lancaster au Royaume-Uni.**